UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Analyse géo-politique d'un conflit et sa résolution pacifique : cas du Mozambique (1964 - 1992)

Sinaniranye, Aimé; Sous la direction : Professeur Déo NSAVYIMANA

2001
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1327

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

OPTION: SCIENCES POLITIQUES

ANALYSE GEO-POLITIQUE D'UN CONFLIT ET SA RESOLUTION PACIFIQUE:

CAS DU MOZAMBIQUE (1964-1992)

PAR

Aimé SINANIRANYE

SOUS LA DIRECTION DU:
Professeur Déo NSAVYIMANA

Mémoire présenté pour l'obtention du grade de Licence en Histoire
Option: Sciences Politiques

Bujumbura, Avril 2001

DEDICACE

A Mon regretté Père

A ma très chère maman. Je te dois ce que je suis aujourd'hui.

A feu L^{t} Col. CISHAHAYO Célestin. Je ne t'oublierais jamais.

A mes sœurs et frères. N'oubliez jamais que la vie est un dur combat.

A M^{lle} NAHAYO Nelly. Merci d'être toujours là au bon moment.

Avant-propos

Un travail de recherche, modeste soit-il, n'est jamais l'œuvre d'une seule personne.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre profonde gratitude à toute personne ayant contribué de quelque façon que ce soit à la réalisation de ce travail.

Nous remercions du fond de notre cœur le Professeur Déo NSAVYIMANA qui, en dépit de ses nombreuses obligations, a spontanément accepté de suivre nos premiers pas de chercheur. Ses conseils combien encourageants, son amour de travail, son dévouement inlassable nous ont été d'une grande utilité.

Nos remerciements vont également à l'endroit de tous les professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines et plus particulièrement ceux du Département d'Histoire pour la formation intellectuelle et morale qu'ils nous ont dispensée.

Nos remerciements vont ensuite:

- A Monsieur Léonard NDUWAYO pour son encouragement.
- A ma mère Colette INARUKUNDO pour son appui moral.
- A Mademoiselle Nelly NAHAYO pour son appui technique dans la confection de ce mémoire.

A tous mes amis, tant du quartier que du campus, qui ont contribué à rendre agréable notre séjour à l'Université du Burundi, nous disons merci et leur souhaitons bonne chance dans la vie.

Aimé SINANIRANYE.-

Liste des sigles et abréviations

Ibidem	: Même auteur, même ouvrage
Idem	: Même auteur, même ouvrage, même page
Op.Cit	: Ouvrage déjà cité
OTAN	: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OUA	: Organisation de l'Unité Africaine
P	: Page
PP	: de la page.....à la page
P.C.P	: Parti Communiste Portugais
P.I.D.E	: Police Intérieure pour la défense de l'Etat Portugais
S.l	: Sans lieu
S.d	: Sans date
SWAPO	: South West Africa People's Organisation (Organisation du Peuple Sud-Ouest Africain)
O.N.U	: Organisation des Nations Unies
Frelimo	: Front de libération du Mozambique
Renamo	: Résistance nationale du Mozambique
ONUMOZ	: Opération des Nations Unies au Mozambique
SADCC	: Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique Australe
MANU	: Union Nationaliste Africaine du Mozambique
FUMO	: Front Démocratique Unifié du Mozambique
ANC	: African National Congress
R.S.A	: République Sud Africaine
F.A.M	: Forces Armées Mozambicaines

P.A.M	: Programme Alimentaire Mondial
FADM	: Forces de Défenses du Mozambique
PALIPEHUTU	: Parti pour la Libération du Peuple Hutu
U.D	: Uniâo Democratica
HCR	: Haut Commissariat pour les Réfugiés
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement

INTRODUCTION GENERALE

En dépit de la présence des Portugais dans leur pays depuis le 15ème siècle, les Mozambicains exprimèrent, comme bien d'autres peuples d'Afrique, des revendications nationalistes au début des années 1960.

Cependant, le point culminant de cette volonté d'émancipation est atteint en 1964, avec le déclenchement de la lutte armée dans le nord du pays sous la direction d'un mouvement nationaliste, le FRELIMO.

. Le Mozambique victime d'une indépendance acquise par la violence a été précipité dans une guerre civile à partir de 1975, guerre attisée par son ancien colonisateur et par la rivalité des grandes puissances. Les conséquences de cette longue crise furent la ruine de tous les secteurs de la vie nationale.

A la fin des années 80, la communauté internationale a été interpellée pour aider les deux frères ennemis (FRELIMO et RENAMO) à recouvrer la paix. Cette dure tâche fut confiée à l'ONU. Celle-ci y parvint grâce à la complicité des pays limitrophes, en particulier le puissant voisin Sud-Africain.

1. L'objet d'étude

Notre étude s'intitule comme suit: "***ANALYSE GEOPOLITIQUE D'UN CONFLIT ET SA RESOLUTION PACIFIQUE": Cas du Mozambique (1964-1992).***

Trois raisons ont motivé le choix de ce sujet:

Jusqu'à présent, la théorie coloniale portugaise dans ses aspects politique, social et économique n'a pas encore été étudiée dans le cadre des mémoires de licence de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines.

La spécificité de la politique coloniale portugaise en Afrique méritait d'être connue.

La guerre de libération nationale suivie de la guerre civile au Mozambique, sujets d'actualité internationale pendant presque trois décennies (1964-1992) sont méconnues de jeunes burundais. Nous estimons faire œuvre utile en rendant disponible à l'Université du Burundi, une étude sur la problématique de guerre et de paix au Mozambique, pays qui a connu une guerre civile plus longue que la nôtre actuellement.

A cet effet, l'expérience mozambicaine d'un long conflit résolu par des négociations ayant abouti à une paix véritable est enrichissante à plusieurs titres pour des burundais.

Ce travail pourrait nous aider à mieux profiter de l'expérience de la guerre au Mozambique, il nous apprendra aussi comment ce pays s'en est sorti.

2. Le cadre spatio-temporel

Le cadre spatial de notre travail dépasse le territoire national mozambicain. Aussi avons-nous été amené à nous intéresser aux répercussions de ce conflit dans d'autres Etats de la région d'Afrique Australe. La délimitation chronologique de notre travail a comme borne inférieure 1964 qui marque le début de la lutte armée contre les colons portugais, et comme borne supérieure 1992 qui indique l'année où un accord historique fut signé à Rome.

3. Sources et problèmes rencontrés

Pour élaborer ce travail, nous avons eu recours à des sources écrites. Il s'agit essentiellement des ouvrages généraux, de quelques documents sur le Mozambique et de différents articles de revues et de journaux. Cette documentation se trouve pour la plupart à la Bibliothèque Centrale de l'Université du Burundi, au Centre Culturel Français, à l'Espace Culturel de Ngagara et au Centre d'Information des Nations Unies.

Au cours de nos recherches, des difficultés relatives à la documentation n'ont pas manqué:
Il n'y a pas beaucoup d'ouvrages spécialisés sur le Mozambique. Le peu que nous avons pu trouver sont écrits de façon tendancieuse par des leaders mozambicains. Par ailleurs nous avons utilisé des documents et

rapports écrits par le Département de l'Information des Nations Unies ainsi que le document sur l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi. De façon critique, nous avons confronté toutes ces sources pour tenter une interprétation la plus correcte.

4. Plan de travail

Ce travail comporte quatre chapitres et est articulé de la manière suivante:

Dans le premier chapitre, nous présenterons le Mozambique et relaterons brièvement son passé colonial.

Le second chapitre portera sur la décolonisation du Mozambique. L'analyse de la société coloniale de ce pays nous aidera à mieux appréhender la naissance du mouvement nationaliste ainsi que la première révolte de 1964. Nous jetterons ensuite un coup d'œil sur le soutien de la Communauté internationale et surtout des pays limitrophes à la force de résistance de ce pays face au colonisateur. Nous analyserons enfin l'intensification de la lutte dans les zones libérées et les conditions dans lesquelles le pays a obtenu son indépendance sous l'égide du marxisme-léninisme en 1975.

Dans le troisième chapitre, il sera question de la guerre civile qui a ravagé le Mozambique depuis 1975 jusqu'à l'accord général de paix de 1992. Ainsi, à côté des acteurs locaux de ce conflit, un accent particulier sera encore une fois mis sur l'activisme suscité par la rivalité est-ouest, et surtout le rôle joué par "le bastion blanc d'Afrique Australe". Ce qui d'ailleurs a fait accoucher les premiers accords de N'Komati.

Nous aborderons en dernier lieu les tentatives de règlement pacifique de ce conflit. Dans cet ordre d'idées, nous observerons d'abord l'évolution des attitudes des deux belligérants (FRELIMO et RENAMO) et prendrons connaissance de l'accord sur les principes fondamentaux. Nous analyserons par la suite l'accord global de paix dû en partie à l'opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) qui a supervisé le cessez-le-feu préalable à l'organisation des élections libres de 1994.

Qu'est-ce qu'un conflit ?

Conflit vient du mot latin conflictus qui veut dire "choc", "se heurter". Le grand Robert le définit comme une rencontre qui peut provoquer une opposition d'éléments, de sentiments contraires. En d'autres termes, le mot "conflit" signifie antagonisme, désaccord ou lutte.

Quelques théories sur le conflit

On peut regrouper les théories qui tentent d'expliquer l'orientation du conflit en trois grandes catégories[1]:

1. Une orientation psychologique qui situe le conflit au niveau des motivations et des réactions individuelles.

2. Une orientation sociologique qui situe le conflit au niveau des entités sociales fondamentalement individuelles.

[1] DOUCET, (Y), Manuel d'information pour la transformation des conflits, International Alert, novembre 1985.

3. Une orientation psycosociologique qui situe le conflit au niveau de l'interaction des variables de l'individu et du système social.

Pour notre travail, la théorie sociologique du conflit nous semble beaucoup plus intéressante. Cela parce que au sein de la société, un conflit est un processus d'interaction qui oppose au moins deux acteurs sociaux. Ainsi, les sociologues ont essayé de montrer les analyses du conflit au sein de la société. Les thèses sont nombreuses mais les plus saillants restent les thèses fonctionnalistes et la thèse marxiste.

CHAP I: LA COLONISATION PORTUGAISE AU MOZAMBIQUE

Le début de l'impérialisme portugais dans le monde remonte à 1415[2]. Son but avoué était la propagation de la foi chrétienne. Il se concrétisa par l'occupation du port mauresque de Ceuta en face du Détroit de Gibraltar. A partir de cette date, la couronne portugaise s'intéressa beaucoup aux conquêtes et finança plusieurs explorations. C'est dans ce cadre que le célèbre navigateur portugais VASCO de GAMA atteignit l'île de Moçambique au début de mars 1498.

Le principal intérêt de rois portugais était d'ouvrir une route vers l'Inde, plus sûre que la route terrestre du Proche-Orient alors dangereuse. Les postes d'approvisionnement furent établis le long de la côte par les Portugais afin de profiter de la richesse des souverains arabes basés dans cette région[3]. S'appuyant sur les rivalités qui existaient parmi les chefs d'Etats tels que Malindi, Kiloa, Mozambique et Sofala, les rois portugais finirent par réussir à monopoliser le circuit de l'or. En effet, cet or provenait des célèbres mines d'or du Monomotapa qu'ils croyaient être les proverbiales "Mines du Roi Salomon". Pendant deux siècles, les Portugais se sont seulement installés le long des côtes où seuls les profits du commerce avec les Etats cités justifiaient leur présence[4].

---

[2] VAN CHI-BONNARDEL, (Sous la direction de), Grand Atlas du Continent Africain, Paris, éd. Jeune Afrique, 1973, p. 272

[3] BAUNBERGER, (Sous la direction de), Encyclopaedia Universalis, Paris, Carpus 2, p. 875

[4] DUFFRY, Portugal in Africa, Paris, Penguin, 1962, p. 75

Cependant, la Conférence de Berlin (1884-85) fit de l'occupation effective une condition indispensable du statut colonial. C'est pourquoi le Portugal encouragea une première émigration vers les colonies afin de les préserver des ambitions britanniques. Le gouvernement portugais envisage alors de faire de l'Afrique Australe un nouveau Brésil. Pour la réalisation de ce dessein, les Portugais font accepter en 1886 par les Makoko établis au Sud du Lac Nyassa le protectorat du Portugal.

L'expansion territoriale d'Est en Ouest se heurte à la politique de Cecil Rhodes qui désirait étendre les possessions de la Grande-Bretagne du Sud de l'Afrique à l'Egypte. Les relations s'enveniment entre Londres et Lisbonne. En 1890, le gouvernement britannique adresse au gouvernement portugais un ultimatum exigeant l'évacuation des territoires de Makoko[5]. Craignant un conflit avec la Grande-Bretagne, les Portugais se soumettent. Deux ans plus tard, les portugais abandonnent tout espoir de réunir leur deux colonies africaines, le Nyassaland étant devenu protectorat britannique.

Les Portugais utilisèrent toutes les techniques connues de l'histoire de la conquête coloniale: Infiltration par des commerçants portugais et plus tard, envoi de leurs forces armées pour balayer toute résistance de dirigeants locaux. Quelque fois même, les missionnaires portugais furent utilisés comme "pacificateurs" des autochtones, la foi chrétienne étant offerte comme une berceuse, tandis que les forces armées portugaises occupaient leur terre.

[5] JOLLY, (J) Histoire du Continent Africain, Tome II, Paris, l'harmattan, 1989, p. 89

Là où l'autorité politique traditionnelle était forte, les Portugais furent plus circonspects. Ils commençaient leurs contacts avec les chefs traditionnels forts par l'établissement des relations diplomatiques. Ensuite, après avoir exploré les points forts et les faiblesses internes du Gouvernement, ils passaient à l'attaque.

La guerre contre GAZA, le dernier des empires traditionnels mozambicains fut justifiée de cette manière. Commencée en 1895[6], elle s'acheva 3 ans plus tard par la capture de l'empereur GUNGUNHANA et sa déportation au Portugal.

1.1. La théorie coloniale portugaise

Presque toutes les possessions portugaises sont en Afrique au début du 20ème siècle, parce que le Brésil, sa plus ancienne colonie, devint indépendant le 7.9.1882. Le Portugal garde ainsi un rêve d'une communauté lusitanienne bien consolidée en Afrique. Flanquant les terres afrikaners et britanniques, ses deux colonies couvrent la superficie de l'Europe occidentale.

1.1.1 Le modèle de "coexistence pacifique"

Les Portugais ont toujours assumé leur racisme envers les sujets de leurs colonies. Ce racisme était contradictoire avec l'idéal de fraternité raciale que le Portugal clamait dans le concert des puissances coloniales.

---

[6] CAETANO, (M). Les traditions de la colonisation: Principes et méthodes des Portugais, Lisbone, S.l, 1977, p. 47

Ainsi, le Président Salazar en 1956 disait que la politique portugaise dans ses territoires n'est ni "une politique de domination" ni même une "politique d'éducation".:

> *"Par sa manière d'être, par sa clairvoyance politique, le Portugal s'est efforcé de s'unir avec les peuples découverts et de constituer[7] avec eux une seule et même patrie".*
>
> *"Nous pensons, nous Portugais que laisser les primitifs abandonnés à eux-mêmes n'est pas la méthode qui convient le mieux aux sociétés indigènes et à l'humanité. Notre opinion a été toujours qu'il n'y a qu'une seule patrie sur les territoires portugais, et qu'en elle les peuples natifs pourront trouver dans leurs périodes de crises le soutien indispensable d'une loi qui les régisse et d'un pouvoir qui, étant commun à tous les Portugais, respecteront les ordres juridiques secondaires qu'implique la différenciation régionale culturelle, dans un Etat que nous pourrions appeler pluri-éthnique, mais sans majorités ni minorités, et qui offre la structure d'une société où, à la tendance d'assimilation des peuples tropicaux, corresponde la propension inévitable des Européens à l'adaptation"[8].*

En gros, alors que la communauté internationale distinguait en Afrique deux espèces de territoires, les colonies d'exploitation et les colonies de peuplement, elle prenait soin de placer hors de ces deux catégories l'ensemble des terres portugaises[9]: la politique coloniale du

[7] PORTUGAL, Faits et documents, sans éd, Lisbone, 1956, p. 47
[8] PORTUGAL, Faits et documents, Op. Cit, p. 49
[9] MARIEL, (J) et ALII, Encyclopédie de la pléiade, Paris, Callimard, 1975, p. 912

Portugal part de la notion très simple que ce qu'il a conquis lui appartient, et qu'il a apporté "aux peuples avec lesquels elle est en contact des concepts très différents de ceux qui, plus tard, devaient caractériser d'autres formes de colonisation".

1.1.2. Des thèses néo-darwinistes

Les thèses néo-darwinistes ont été fortement influencées par la Rhodésie de Cecil Rhodes. Les colons portugais s'appuyèrent sur ces thèses qui justifient une politique d'occupation et de mise en valeur. Ainsi, le mélange des populations devait favoriser la formation d'une société pluriraciale dans laquelle règne un "espoir de coexistence" et d'exploitation de l'indigène par le travail forcé.

Il ressort des écrits des administrateurs coloniaux que l'indigène reste un enfant méchant, mais docile et sincère. Le Blanc doit donc exercer à son égard "une tutelle juste, humanitaire et civilisatrice". Le seul moyen de le transformer intellectuellement et moralement étant de le contraindre à travailler. En 1948, Antonio Enès alors Gouverneur Général du Mozambique à Lourenço Marques à l'époque (Maputo aujourd'hui) disait:

> *"Tous les habitants de race noire de Mozambique sont soumis à l'obligation sociale d'essayer d'acquérir par le travail les ressources dont ils ont besoin pour les mettre en mesure de vivre comme les hommes civilisés. Ils sont libres de choisir la manière de remplir cette obligation, mais s'ils y*

manquent de quelque façon que ce soit, les autorités publiques doivent les y contraindre"[10].

Plus tard en 1960, son successeur Mousinho de Albuquerque installa au Mozambique un système de servage, où le Noir était attaché à la glèbe. Ainsi, il stipulait que:

"Lorsqu'une race forte conquiert un peuple inférieur, il est tout naturel qu'il y ait des abus.
C'et donc par le travail que le servage avance sur le bon chemin..... C'est à nous à l'y pousser.
La morale même exige s'il est nécessaire et opportun, que nous allons jusqu'à la contrainte"[11].

1.2. L'Etat avant l'indépendance

Chaque métropole a cherché à théoriser le système d'administration et d'exploitation de ses colonies. On retrouve cependant des domaines communs au fait colonial comme la formation timide des élites locales, la place ambivalente du christianisme, etc. Au Mozambique, la colonisation a pris son essor après la première guerre mondiale quand la sécurité des Blancs fut assurée sur toute l'étendue du territoire. La colonisation portugaise d'un point de vue politique, économique et social élabora alors des structures modernes.

---

[10] PELISSIER, (R), Le Naufrage des Caravelles: Etudes sur la fin de l'Empire Portugais (1961-1975), E. Pélissier, 1979, p. 263

[11] Ibidem, p. 265

1.2.1 L'organisation administrative

Pour le Portugal, un système administratif devait être bien établi pour assurer la sécurité des conquêtes afin d'asseoir une bonne exploitation économique. L'Africain devait être soumis aux desseins du Portugal. *"Si nous n'apprenons pas comment faire travailler le Noir, et ne pouvons tirer profit de son travail, nous serons obligés sous peu d'abandonner l'Afrique à des gens moins sentimentaux et plus utilitaires que nous"*[12].

En 1912, le Mozambique devint "Province d'Outre-Mer" jouissant d'une certaine autonomie. Cette dernière consistait à donner aux gouverneurs locaux plus de pouvoirs:

- *En haut, il y a le Ministre des Colonies représenté au Mozambique par le Gouverneur Général. Ce dernier exerçait ses fonctions à partir de la capitale, Lourenço Marques. Comme au Rwanda et au Burundi, il est la clé de voûte de la structure administrative puisque ayant plus de pouvoir que l'autorité suprême locale. Il est toujours assisté d'un conseil de gouverneurs.*

- *Il a sous ses ordres les gouverneurs de districts (aujourd'hui provinces). Et chaque gouverneur dirige les administrateurs de circonscription ou administrateurs des Concelhos.*

[12] GANIACHE, (J), et DESCHAMPS,(H), L'Afrique au XX^{ème} siècle, Paris, Sirey, 1966, p. 804

- *L'administrateur de circonscription est choisi par le gouverneur de district; il contrôle à son tour les chefs de poste. Ces deux catégories de chefs sont appelés à devenir de véritables chefs blancs successeurs de chefs coutumiers. Leur pouvoir est énorme, d'ou l'importance qu'il y a à les bien choisir. Ils sont de loin les plus importants, puisqu'en contact constant avec les indigènes. Ils jouent à peu près le même rôle que l'"Umutware" dans le système colonial belge au Burundi. Cependant, on trouve dans le système colonial portugais un trait particulier non théorisé dans les autres systèmes coloniaux: Il s'agit de la police indigène (Sepoy). Celle-ci, avec l'aide du chef de village (régulo) et du chef de poste sont chargés de juger les indigènes; les sanctions vont jusqu'à l'exécution ou au bannissement.*

Cette structure administrative résulte de l'acte colonial de 1930 dû à SALAZAR alors ministre des Colonies. L'acte fut remplacé beaucoup plus tard par la constitution de 1951. Depuis lors, la fiction d'un Portugal multicontinental et fraternel devint l'alpha et l'oméga de la propagande de Lisbone. Les Portugais comparables en cela aux Belges, voyaient l'évolution des indigènes vers la civilisation comme un processus très lent. L'unité de mesure était au minimum le siècle. Malgré cette constitution, la réalité était très loin de la fraternité entre Portugais et leurs sujets du Mozambique.

1.2.2 L'organisation économique

Dans le domaine économique, les Portugais furent inférieurs à leurs homologues Anglais, Français ou Belges. En effet, la politique économique du Portugal dans les colonies était intimement liée à

l'évolution métropolitaine. Cette dernière manquait cruellement de capitaux. Son degré de développement était le plus bas d'Europe Occidentale. Ainsi, le gouvernement portugais donna en bail de grandes étendues de terre à des compagnies étrangères. Pour commencer, il y eut trois grandes compagnies: La compagnie du Mozambique, la compagnie de Nyassa et la compagnie du Zambèze. Toutes avaient la bénédiction du gouvernement portugais. Chacune avait le droit exclusif de lever des impôts, d'autant plus que le gouvernement portugais avait chargé les compagnies de promouvoir l'essor de la production vivrière. Ainsi, le coton est cultivé par les indigènes mais ils sont encadrés par l'administration dans le travail, avec l'obligation de vendre aux compagnies à des prix fixés au dessous du cours mondial.
En effet, le travail forcé était le principal moteur de l'économie dans les colonies portugaises:

> *"Si nous voulons civiliser les indigènes, nous devons leur inculquer comme un précepte moral élémentaire l'idée qu'ils n'ont pas le droit de vivre sans travailler. Une société productive est fondée sur un dur labeur, obligatoire même pour les vagabonds et nous ne pouvons souffrir d'exception à ce principe pour des raisons de race"*[13].

En dehors du domaine rural, le secteur industriel est fait d'usines de transformation de produits agricoles (canne à sucre, coton,....) et sur la fourniture d'énergie électrique (barrage de Cabora bassa) à l'Afrique du Sud. Mais la prospérité dépend surtout du trafic de transit qui parvient à Lourenço Marques en provenance de Johannesburg. Déjà, durant la

[13] DIALLO, (S.), "Afrique Australe: Pour un compromis historique", In Jeune Afrique n° 1961, du 4 janvier 1989, Paris, p. 32

période coloniale les ports mozambicains avaient pris de grandes proportions.

Une autre source de revenus consiste dans les salaires de nombreux indigènes, qui, souvent par fuite du travail forcé, s'en vont dans les mines sud-africaines pour ramener de l'argent. Ici il y a similarité avec l'impôt de capitation que l'indigène burundais devait aller chercher au Buganda pour sa propre tranquillité et celle de sa famille.

1.2.3 L'alliance Eglise-Etat Colonial

Pour mieux asseoir sa politique coloniale, le Portugal sollicita l'appui et l'aide de l'Eglise Catholique.
Ainsi, l'Etat Colonial introduisit des missionnaires (Dominicains et Jésuites) dans sa colonie déjà islamisée depuis fort longtemps par le contact commercial avec les Arabes.
Les rois portugais s'enrichirent en contrôlant le circuit commercial naguère tenu par les marchands musulmans.
Ces derniers furent réduits en esclavage *"parce qu'ils sont ennemis de la Sainte Foi Catholique"*. En échange, l'Eglise resta une force puissante au Mozambique. Elle fut récompensée pour son travail par l'octroi de vastes étendues de terre. Celles-ci furent exploitées comme n'importe quel domaine séculier. Elles étaient nommées *"prazos"*. Les *"prazeiros"* étaient des Portugais et le plus souvent des missionnaires. Ils traitaient les indigènes comme des esclaves, et administraient ces vastes étendues de terre comme des propriétés personnelles. Ils payaient seulement le tribut de vasselage au roi du Portugal. Ce fut également à partir de ce même système que les grandes compagnies agricoles comme celle de NYASSA se sont développées. Le mépris des

"prazeiros" à l'égard des indigènes était notoire, et ces concessionnaires expulsèrent un bon nombre d'Africains de ces terres.

Devant l'organisation systématique de l'exploitation du colonisé à tous les niveaux et face à la répression coloniale, les Mozambicains *(voire les non-assimilés)* se vinrent contraints plusieurs fois de prendre les armes pour défendre leurs terres, leurs familles et leur liberté. Au cours du 20ème siècle, dans différentes régions du pays éclatèrent des soulèvements, des grèves et des mouvements de désobéissance civile, uniques formes de lutte dans un système où toute velléité d'opposition politique était réprimée de la façon la plus dure. A la fin des années 60, l'on assista à des changements importants dans le cadre social et politique mozambicains à partir desquels se développa un processus plus moderne de la lutte de libération mozambicaine.

CHAP II: LE PROCESSUS DE LIBERATION MOZAMBICAINE

Dans la période de l'après-guerre, l'Afrique des années 50-60 fut caractérisée par la formation des associations et clubs à caractère politique, qui plus tard allaient aboutir à la constitution des partis politiques. Comme les Belges au Congo, les Portugais refusèrent de prêter attention au cours des événements en Afrique, d'autant plus que ni le Portugal ni ses colonies en Afrique ne participèrent à la seconde guerre mondiale. Ils restèrent donc en dehors des mouvements anticoloniaux nés de la guerre. En novembre 1958, une déclaration officielle précisait:

> *"Nous ne sommes pas en Afrique comme tant d'autres. Nous continuerons comme par le passé notre politique d'assimilation. Pour cela, il nous faut être ce que nous avons toujours été et nous ne changerons pas"*[14].

Devant cette volonté de ne rien changer et comme aucune action légale n'était possible, une lutte armée va s'engager dans la plupart de ses colonies. Au Mozambique, Colonie conçue pour fournir à bon marché des matières premières, des devises fortes et de l'or (transit et exportation des travailleurs) à la métropole, le système colonial paraît fermé à toute évolution. En fait, les libertés politiques ne peuvent être accordés par un régime totalitaire déjà en guerre en Guinée Bissau.
Aussi, une discrimination raciale ouverte continue à s'inspirer des modèles rhodésiens et sud-africains.

---

[14] DELAVEAU, (B), et SALIFOU, (A), Décolonisation et problèmes de l'Afrique indépendante, Paris, Edicef, 1983, p. 107

2.1. Le climat politique au Mozambique à la veille de 1964

Au Mozambique, la puissance coloniale n'avait pas l'intention de renoncer à sa colonie. Inquiets des changements qui intervenaient ailleurs en Afrique, les colonies du Mozambique se préparèrent non pas à suivre le courant de décolonisation, mais au contraire à s'y opposer. Ils continuèrent à opprimer et à exploiter les indigènes tout en maintenant le mythe d'une civilisation *"lusotropicale"*, selon laquelle le Portugal ne possédait pas de colonies mais des provinces africaines. Ainsi, les ressortissants portugais établis au Mozambique n'étaient pas considérés comme des colons mais comme des citoyens portugais vivant dans les provinces d'outre-mer.

2.1.1 La société coloniale

Le grand principe de la doctrine coloniale portugaise était que la voie est ouverte à tous pour accéder au statut de Portugais à part entière. Jusqu'en 1964, on avait distingué trois catégories dans la société coloniale portugaise[15]:

- *Les Portugais et d'autres Européens qui sont automatiquement des citoyens.*

[15] MONDLANE, (E), Mozambique: De la colonisation portugaise à la libération nationale, Paris, l'harmattan, p. 87

- *La classe moyenne regroupant les asiatiques, les métis (mestiços) ainsi qu'un petit nombre d'assimilés (africains ayant adopté la culture portugaise. La majorité de ces africains acculturés travaillaient dans le commerce, l'enseignement et le secteur médical.*

- *En milieu rural, la société mozambicaine était caractérisée par l'existence de groupes familiaux (claniques). Dans le nord du pays, les rapports entre les membres d'une famille étaient régis par la filiation matrilinéaire (prépondérance de l'ascendance maternelle) alors que dans le sud du pays c'est l'ascendance paternelle (filiation patrilinéaire) qui prévalait.*

2.1.2. L'indigénat et l'assimilation

Les conditions de vie des indigènes *(indúgenas)* étaient lamentables. Il leur était interdit de détenir des biens fonciers. Une infine minorité d'entre eux pouvait seulement espérer émerger de la masse misérable uniquement à condition d'avoir adopté la culture portugaise, de posséder une instruction et d'avoir un revenu suffisant pour être acceptés en qualité d'assimilés *(assimilados)*[16]. En effet, ces derniers devaient avoir satisfait aux nombreuses conditions (une déclaration de loyalisme, deux attestations de bonne conduite, un standing de vie européanisé) pour être certifié *"civilisés"*.

Sans être l'égal d'un Portugais, l'assimilé était cependant dispensé de laissez-passer pour ses déplacements, du travail par recrutement..... Il avait le droit de vote et l'égalité des salaires avec les Portugais pour le

[16] MONDLANE, (E), Op. Cit. p. 89

même travail. Ainsi, les Portugais auraient pu servir de modèle aux Français en matière d'assimilation.

En effet, l'idée d'assimilation française était appuyée par un sentiment de supériorité de la colonisation française. Elle ne favorisait pas les demandes de traitement égalitaires et traitait l'africain en sujet.

2.1.3 Travail forcé et discrimination raciale

Les Africains encourent la peine de travail obligatoire s'ils sont en retard pour le règlement de leurs impôts ou pour les travaux jugés d'intérêt de la métropole. L'exploitation de la main d'œuvre noire a suppléé plus dans les colonies portugaises qu'ailleurs à cause de la faiblesse des investissements. Tous les moyens furent employés pour avoir des travailleurs et pour en tirer profit:

1. *Les châtiments corporels se pratiquaient au moyen d'un instrument de torture appelé "palmatorio", moins onéreux et plus efficace que l'emprisonnement. Ainsi, dans son ouvrage, E. Mondlane rapporte qu'un chef de village reçut 200 coups de palmatorio car il s'était rendu coupable de n'avoir pu fourni à l'administration portugaise le nombre de travailleurs qu'on lui avait demandés. Cette méthode rappelle celle appliquée par les Belges au Burundi. Des chefs locaux reçurent des coups de fouets appelés "IKIMOKO".*

2. *La déportation des travailleurs était utilisée comme mesure de répression. Est déclaré "indésirable" tout africain en tord avec l'administration portugaise. Il était déporté dans l'île Sao-Tomé d'où aucun indésirable n'est jamais revenu. La plupart d'entre-eux étaient jetés à la mer avant même d'arriver dans l'île;*

2.2. Naissance du mouvement nationaliste et ses conséquences

Comme on vient de le constater ci-haut, la puissance coloniale n'avait pas la moindre intention de renoncer à sa colonie. Elle continuait à opprimer et à exploiter les sujets africains. Ces derniers commencèrent à ressentir une frustration intolérable face à ce qui se passait dans les colonies anglaises limitrophes (courant de décolonisation). Inquiets des changements qui intervenaient ailleurs en Afrique australe, les colons portugais se préparèrent non pas à suivre le bon exemple, mais au contraire à s'y opposer vigoureusement[17].

2.2.1 Les débuts du nationalisme

Alors que dans les autres pays limitrophes (Zambie, Tanzanie...) la décolonisation avait été acquise par le biais des partis nationalistes, au Mozambique cette libération exigeait une organisation politique d'une autre nature. En effet, les nationalistes mozambicains ne tardèrent pas à comprendre que le gouvernement portugais était décidé à s'opposer avec vigueur à toute évolution démocratique et pacifique dans leur pays. Ainsi, les africains acquièrent la conviction forte que "*pression et agitations politiques normales*"[18] ne pourraient jamais ébranler la position de leurs oppresseurs.

[17] KI-ZERBO, (J), Histoire de l'Afrique noire: D'Hier à Demain, Paris, Hatier, 1978, p 457
[18] Ibidem, p.460

3. *L'administration portugaise exige aussi, pour maintenir son exploitation, le port par tous les travailleurs d'un livret, dans lequel sont consignés tous les détails d'ordre administratif les concernant. Le travailleur est tenu de présenter son livret aux autorités à toute demande et le faire viser s'il se déplace d'un point à un autre du même territoire. Les mesures vexatoires se rapportant à ce fameux livret ont été parmi les causes de l'émigration massive des populations du pays vers les zones nouvellement indépendantes ou pays de la "ligne de front" comme la Tanzanie.*

La discrimination raciale a été remarquable dans le secteur de l'éducation et de la santé. En effet, le Mozambique a connu l'enseignement officiel destiné aux Portugais et assimilés, et l'enseignement adapté *(adaptaçâo)* appelé aussi "enseignement rudimentaire" pour les fils indigènes. Il s'agit d'un enseignement basé sur la lecture, l'écriture et le calcul. Comme dans le système colonial belge, cet enseignement est confié aux missions. Les études universitaires se poursuivent à la métropole mais peu d'indigènes y parviennent. Quand on pense qu'à la même époque, le Portugal comptait 70% d'illettrés, cet effort semble considérable. Dans le domaine de la santé, même si un effort dans l'éradication des maladies tropicales est fait, la discrimination y existe aussi. Il y avait dans les hôpitaux mozambicains des salles d'opération distinctes pour Européens et Africains.

En 1961, les Makondé membres d'une ethnie du nord près de la frontière tanzanienne, se soulèvent pour réclamer l'autonomie. La répression se solda par un massacre.

Au lendemain de cette tragédie, des groupes d'exilés décidèrent d'unir leurs forces à l'issue d'une assemblée commune à Dar-es-Salaam. En juin 1962, est fondé le fameux *"Front de Libération du Mozambique"* (FRELIMO) par Edouardo Mondlane et le pasteur Uria Simango. Ce mouvement était issu de la fusion entre l'Union Nationaliste Africaine du Mozambique (MANU) et deux petits partis nationalistes crées par des Mozambicains travaillant en Rhodésie du Sud et au Nyassaland.

2.2.2. Soutiens extérieurs et révoltes de 1964

Bien que le mouvement nationaliste mozambicain soit unifié et dirigé par des intellectuels, il souffrait d'un manque de cadres moyens. Il fallait donc un soutien extérieur pour bien mener la guérilla.

C'est ainsi que des paysans sachant tout juste lire furent envoyés en Tanzanie, puis en ex-URSS, dans les pays de l'Est et en Chine pour acquérir une certaine formation.

Aussi, toute guérilla a besoin d'un sanctuaire inviolable. Par erreur de tactique, le Frelimo engagea sa première lutte à partir du Malawi. Le Président Kamuzu Banda qui, à l'époque était un ami de l'Afrique du Sud, empêcha le renforcement des guérilleros sur son territoire. C'est pourquoi le Frelimo changea de tactique et attaqua à partir du Nord (chez les Makondé)[19]. Cette position permettait un soutien de la Tanzanie. Le mouvement nationaliste lança ainsi son combat en un secteur bien précis: le plateau des Makondé composé de guerriers imperméables au monde portugais.

[19] CAHEN, (M). Mozambique: La révolution implosée, Paris, l'harmattan, 1987, p. 112

En 1964, le Frelimo profita des révoltes du peuple Makondé et s'allia à eux. C'est l'ethnie la plus xénophobe du Mozambique et sa progression fut foudroyante. Les pistes qui mènent dans cette région sont systématiquement minées. Ces derniers hébergent et nourrissent les guérilleros mozambicains dans leurs premières attaques.

2.2.3. Confrontation dans les zones libérées

Le 25 septembre 1965, le Frelimo proclame l'insurrection générale et attaque les postes militaires portugais. Dans les zones non encore contrôlées par les nationalistes, la Police Intérieure pour la Défense de l'Etat Portugais (P.I.D.E) y opère des arrestations.
Le gouvernement portugais augmente les effectifs de son armée (60.000 soldats en 1965)[20]. De son côté, Edouardo Mondlane pour contrecarrer les Portugais, élargit l'implantation du Frelimo depuis Dar-es-Salaam.
Il parvint à surmonter la passivité des populations misérables et la neutralité des chefs traditionnels. Le nombre de guérilleros passe de 8.000 en 1968 à 20.000 en 1971[21].

La guérilla s'étend d'abord dans tout le territoire nord du pays grâce aux bases implantées en Tanzanie.
A partir de 1968, elle va essayer de gagner le sud pour atteindre le fameux barrage de *"Cabora bassa"* qui alimente l'Afrique du Sud. Cependant, la progression des guérilleros sera arrêtée par l'hostilité tribale.

---

[20] MACHEL, (S), Le processus de la révolution démocratique populaire au Mozambique, Paris, l'harmattan, 1979, p. 17

[21] Ibidem, p. 18

2.2.5. Acquisition de l'indépendance

L'effort de guerre conduit Lisbone à mobiliser jusqu'à 175.000 hommes[22] et le budget militaire atteint progressivement la moitié du budget national. Malgré ces effets, le Frelimo obtint des résultats militaires sérieux: il s'infiltre dans la zone portugaise, ouvre de nouveaux fronts au sud et prépare son arrivée au centre. Après avoir été actif pendant six années (1965-1971), le Frelimo traversa une crise de direction au lendemain de l'assassinat de son dirigeant Edouardo Mondlane.
Ce dernier est tué à Dar-es-Salaam par un colis piégé. Mais SAMORA Machel, Chef de la résistance armée et Marcelino Dos Santos maintiennent l'unité du mouvement et accroissent son action. En mai 1970, SAMORA Machel devient le Président du Frelimo.

En 1974, le Frelimo avait dans ses rangs plus de 20.000 guérilleros[23]. Malgré leur infériorité numérique, ils constituèrent hors de leur zone d'influence une menace permanente pour les troupes de Lisbone. Ils sont militairement actifs partout. Le 25 avril 1974, la métropole fut secouée par un coup d'Etat. La Junte du Salut National issue du Parti Communiste Portugais (PCP) prit le pouvoir et décida d'ouvrir des négociations avec le Frelimo. Mais en septembre 1974, les colons blancs du Mozambique se révoltèrent contre les nouveaux dirigeants de Lisbone. Malgré ces soubresauts, un accord de cessez-le-feu fut conclu le 8 septembre de la même année, d'autant plus que

[22] PELISSIER, (R), Op. Cit, p. 266
[23] Ibidem, p. 267

aucun soldat de Lisbone ne veut plus se battre. Ainsi, des négociations s'ouvrent avec le Frelimo.

Le Frelimo avait des territoires conquis qui prouvaient son poids vis à vis de son partenaire aux négociations. Les accords de LUSAKA (septembre 1974) prévoyaient la formation d'un gouvernement de transition et fixèrent l'indépendance au 25 juin 1975. Malgré une tentative de putsch des colons à Lourenço Marques, l'armée portugaise restée sur place n'appuya pas les ultras et ne fit pas appel à l'Afrique du Sud.
L'exode des Européens fut massif. Le Frelimo reçut toutes les facilités pour s'implanter dans les zones qu'ils ne contrôlait pas. Il s'érigea en parti unique dirigeant l'Etat et la société.

L'indépendance fut acquise sous l'égide du marxisme-léninisme et la République Populaire du Mozambique fut proclamée. Le nouveau pouvoir nationalisa les terres, supprima les institutions privées. Il envoya les opposants politiques dans les camps de rééducation.
Pour les nouveaux dirigeants de Maputo, l'indépendance ne représentait qu'une étape du processus qui devait muer la société en une "société adulte". Leur but était de muer toute la société vers des principes marxistes-léninistes. Ainsi, leur slogan au lendemain de l'indépendance était "La lutte continue". Pour ce, un programme de nationalisation radicale avait comme objectif la transformation de toute la société sur les bases appliquées aux paysans des zones du Frelimo pendant la guerre.

Au congrès de février 1977, il est décidé de faire du Frelimo un parti d'avant-garde révolutionnaire. La société adopta de nouvelles structures socio-économiques.

Ainsi, la population fut regroupée dans des coopératives agricoles ou grands villages communaux (Aldéias Communais)[24] comparables aux Ujamaas tanzaniens. L'autorité supérieure avait la volonté de faire du paysan l'instrument responsable de la révolution socialiste. Le pouvoir socialiste s'efforça également de transformer la mosaïque ethnique héritée de l'indépendance en une communauté homogène. Il avait formellement interdit la création d'organisation sur base tribale ou religieuse. Le racisme et la discrimination étaient condamnés par la loi.

La structure politico-administrative engendrée par le régime marxiste concerne l'édification d'une démocratie populaire. L'essentiel du pouvoir est détenu par 130 membres du Comité Central du Parti.
L'appareil du Frelimo comprend un secrétariat fort de six personnes et un Comité politique permanent où siègent quinze membres. Le Président du parti est d'office celui de la république. Il est aussi le chef de l'armée et jusqu'en 1986, il a exercé les fonctions de premier ministre. L'Assemblée Nationale était composée de représentants des plus hautes sphères du parti et du gouvernement, des gouverneurs de province, des militaires, de délégués provinciaux et de dix citoyens. Cette représentation populaire était l'instance suprême de l'appareil de l'Etat. Les organes figurant aux échelons inférieurs tels que les administrations des villages communaux étaient élus par des citoyens. Ces organes comptaient selon la taille du village, de 15 à 23 membres investis d'un mandat de deux ans[25]. Tous les membres des instances supérieures de l'administration étaient élus au suffrage indirect.

[24] MARIA-EDY, (C), Guide bibliographique du Mozambique: Développement et organisation villageoise, Paris, l'harmattan, 1979, p. 69
[25] BOURGES, (H), et HAUTIER, (C), Les 50 Afriques, Tome II, Paris, Seuil, 1980, p. 47

CHAP III: MOZAMBIQUE, UN CONFLIT GEOPOLITISE

L'accession à l'indépendance du Mozambique et la mise en place d'un régime socialiste modifie complètement les données de la situation politique en Afrique australe. L'annonce de la révolution des "œillets" au Portugal qui met fin à l'impérialisme portugais dans ses colonies d'Afrique est arrivée comme un coup de tonnerre. En effet, il ne faudrait pas oublier que si le peuple portugais a été libéré de la dictature c'est grâce notamment aux guerres de libération nationale menées par le Frelimo au Mozambique et le M.P.L.A en Angola. Ces deux derniers mouvements indépendantistes ont fait dépenser énormément à la métropole et lui ont fait subir des pertes matérielles et humaines importantes. Ce qui a provoqué l'impopularité du gouvernement de Lisbone. L'autre cause directe de ces deux guerres de libération fut le craquement de la banquise australe. En effet, ce que redoutaient tant le "bastion blanc" d'Afrique Australe arriva: ils eurent une frontière commune avec de jeunes Etats africains indépendants (Mozambique, Zambie, Angola....). Pourtant en 1973, le Président Voster d'Afrique du Sud s'était écrié:

> *"Nous ne pouvons pas tolérer des Etats bantous à proximité qui pourraient pratiquer leur propre politique dans tous les domaines"*[26].

La réaction des Blancs d'Afrique australe fut une réaction de peur: Les forces de police qui stationnaient aux postes frontières avec les

[26] PICHON, (R), Le drame rhodésien, Paris, l'harmattan, 1973, p.179

Etats bantous (Mozambique et Angola) sont remplacées par des forces militaires.

3.1. Evolution de la politique intérieure

Les marxistes qui venaient de prendre en main les destinées d'un pays dont l'unité était encore mal soudée, avaient l'ambition de forger une variante du socialisme africain intransigeant aux portes même du pays de l'apartheid et de l'ultra-capitalisme. Certains observateurs de l'époque estimaient qu'ils ont de bonnes chances d'y parvenir. D'autres observateurs pensaient que les véritables problèmes allaient commencer quand sera décidé la mise en application effective des schémas, non plus à titre expérimental mais en grandeur nature.

Quoiqu'il en soit, on reconnaissait au Frelimo au début des années 1980 un sérieux et un sens de l'Etat indéniables. Toutefois, ni la nature ni la naissance clandestine de l'opposition à l'extérieur n'allaient laisser le Frelimo jouir longtemps de sa victoire politique. Les catastrophes naturelles vont accroître le mécontentement de la population rurale. Parallèlement, l'Afrique du Sud réactiva un mouvement que les services secrets rhodésiens avaient mis sur pied pour riposter à l'aide que le Mozambique accordait aux nationalistes du Zimbabwe-Rhodésie et de l'ANC de l'Afrique du Sud[27].

[27] KHAPOYA, (V.B), La décolonisation de l'Afrique Australe et Corne de l'Afrique, Paris, Presses de l'UNESCO, 1978, p. 17

3.1.1. Structure de l'armée nationale et ses alliés

Après 1975, les troupes de la guérilla ont été érigées en armée nationale. Cette armée avait une structure particulière car son organisation se fondait sur la camaraderie et la solidarité. Pour ce, elle ne comprenait pas d'officiers. En 1978, le service militaire a été rendu obligatoire pour les hommes et les femmes de plus de 18 ans. Et à partir de 1980, le gouvernement a annoncé la création d'un corps d'officiers qu'il n'avait pas naguère. Six ans plus tard, les effectifs de l'armée mozambicaine étaient encore chétifs: la force terrestre comptait 28.000 hommes, la marine 800 et l'aviation 1.000[28].
Ils sont encadrés par des conseillers militaires cubains, mais aussi par des soviétiques et des chinois.

3.1.2 Naissance de l'opposition et son appui extérieur

Le Mozambique a vu naître divers groupes d'opposition à l'étranger après son indépendance. Le premier a été le Front Démocratique Unifié du Mozambique (FUMO) né en 1976. Il a fait part de son intention de constituer un gouvernement en exil.
Cependant, le principal ennemi du Mozambique devint la RENAMO (Résistance Nationale du Mozambique).

D'abord baptisé MNR (Mouvement National de Résistance), elle lutta activement contre le régime marxiste de Maputo depuis 1979.

[28] DIALLO, (S), Op. Cit, p.29

Ses unités bénéficiaient d'un soutien extérieur considérable qui leur vient des services secrets sud-africains et américains[29]. Le mouvement était de plus financé par des cartels portugais qui avaient encore des intérêts au Mozambique. A partir de 1980, la guérilla antimarxiste pratiqua une politique de déstabilisation par la terreur et la destruction des infrastructures à la manière de la rébellion hutu du Burundi.

3.2. De nouveaux rapports entre Etats

L'accession à l'indépendance du Mozambique et la mise en place d'un régime progressiste dans ce pays modifia complètement les données de la situation politique en Afrique Australe. La Rhodésie et la République Sud-africaine ne se sentirent plus en sécurité: le nouvel Etat n'allait-il pas apporter son soutien à la lutte armée que les nationalistes menaient dans ces deux derniers pays mais aussi en Namibie?

Ainsi la région australe de l'Afrique va connaître de nouveaux rapports. Ce sont de "rapports dialectiques"[30] qui seront la conséquence des tensions qu'a connues les pays ayant accédé à l'indépendance dit de "la première ligne" et les pays où persistent encore les séquelles de l'impérialisme. Ce sont ces mêmes rapports dialectiques entre la dépendance et la révolution qui vont mettre presque tous les Etats indépendants de l'Afrique Australe dans une situation difficile.

En effet, les nouveaux pays indépendants sont partagés entre une situation contradictoire.

---

[29] MACHEL, (S), Op. Cit, p. 24
[30] KHAPOYA, (VB), Op. Cit, p.22

Pour le cas mozambicain, cette contradiction est frappante. Son gouvernement issu de la révolution milite en faveur de la libération totale de l'Afrique Australe. Cependant, cet engagement révolutionnaire s'accompagne d'une forte dépendance de l'économie sud-africaine. Le Mozambique reçoit une aide en or et en devises correspondant à sa part de l'exploitation des mineurs mozambicains dans les mines du Transvaal. Le Mozambique accueille les combattants de l'ANC et pourtant il doit faire preuve de beaucoup de circonspection dans ses relations avec le régime de Prétoria[31].

3.3. La conséquence de ces rapports entre Etats

Jusqu'au coup d'Etat de Lisbone, la Tanzanie et la Zambie étaient les principaux pays limitrophes de la zone qui formait alors l'Afrique Australe soumise à la domination des blancs. Depuis le coup d'Etat de Lisbone, deux autres pays assez progressistes participent activement à la libération des zones encore asservies: le Mozambique qui est devenu la base de la fraction militaire la plus importante des combattants du Zimbabwe et l'Angola qui joue un rôle décisif dans la lutte pour la libération de la Namibie.

3.3.1 Naissance de la ligne de front

A côté du Mozambique, chez son voisin rhodésien (actuel Zimbabwe), le régime blanc de Yan Smith était toujours débout. Pour venir en aide aux nationalistes africains du Front Patriotique, le Mozambique ferma en 1976 ses frontières avec la Rhodésie.

[31] CHALIAND. (G), Mythes révolutionnaires du tiers-Mondes: Guérillas et socialismes, Paris, A. Fayard, Paris, 1979, p 201

Il géra les avoirs rhodésiens sises sur son territoire. Ces dispositions furent approuvés par les Nations Unies, ce qui n'empêcha pas qu'elles aient de lourdes conséquences sur son économie.

En 1977, l'Angola, le Botswana, la Tanzanie et la Zambie se rangèrent aux côtés du Mozambique pour former la fameuse "ligne de front". Ils vont jouer un rôle important dans l'édification du panafricanisme de libération. Ainsi, le Mozambique devint le sanctuaire des nationalistes rhodésiens: ils y établirent leur quartier général et leurs bases militaires. Mais ces bases furent attaquées à maintes reprises par le "bastion blanc" d'Afrique Australe à savoir l'Afrique du Sud et la Rhodésie.

3.3.2 Le jeu de "bastion blanc"

La Rhodésie est entourée de pays indépendants qui lui sont hostiles. Ce sont les cinq pays dits de la première ligne[32]: la Zambie, le Botswana, la Tanzanie, le Mozambique et l'Angola. En collaboration avec le régime d'apartheid, ils oppriment tous ces Etats voisins. Ils font preuve d'agressivité en invoquant le droit de poursuite des guérilleros de la ZANU et de l'ANC. Comme les guérilleros de la ZANU opéraient à partir du Mozambique, les forces rhodésiennes se livrèrent à des incursions pour détruire leurs bases. Ainsi, elles pénétrèrent à maintes reprises au Mozambique faisant des centaines de morts et détruisant les camps d'entraînement des guérilleros.

Depuis août 1976, une année seulement après son indépendance, le Mozambique était en guerre avec ses voisins blancs. Le moyen

[32] GEORGES, (L), Afrique Australe, Paris, Série Monde, 1990, p.137

privilégié pour le "bastion blanc" de priver les nationalistes (ANC et ZANU) de bases potentielles est d'étouffer le développement économique des pays de la ligne de front. L'objectif était donc de réduire leurs économies à la dépendance pour s'assurer d'un moyen de pression politique. En 1977, le gouvernement de Maputo déposa une plainte à l'ONU. Le Conseil de Sécurité condamna Salisbury et Prétoria pour leurs actes ignobles.

3.4. Le problème rhodésien et ses répercussions

La Rhodésie de Yan Smith était entourée par les pays de la première ligne déjà indépendant. Cependant, il y existait toujours une forme de colonialisme particulier. En effet, depuis 1923, les immigrants blancs avaient adopté une position et des pratiques de colonisateur interne. Ils ont fait tout pour empêcher tout développement pacifique d'une société interraciale en Rhodésie. C'est ainsi que Blancs et Noirs se trouvaient organisés en deux nations au sein d'un même pays dans lequel la nation blanche, comme en Afrique du Sud, colonisait et exploitait la "nation noire". Les pays nouvellement indépendants, le Mozambique en tête, décidèrent de venir en aide aux nationalistes africains du Front Patriotique en sigle ZANU (Zimbabwe African National Union). A son tour, Yan Smith allait soutenir la RENAMO. Ce dernier opérait à partir du territoire rhodésien.

3.4.1 Naissance des confrontations dans la sous-région

Dans cette région, il n'y a qu'une seule puissance régionale, l'Afrique du Sud. Sa politique, sa géostratégie et sa puissance économique et militaire ont joué un rôle essentiel dans la situation conflictuelle qui s'y est développé. Comme on l'a déjà vu, le Mozambique devint le sanctuaire pour la ZANU et l'ANC: ils y établirent leur quartier général. En effet, Maputo s'était posé en adversaire déclaré de Prétoria et Salisbury. Le Mozambique s'était fait un devoir d'héberger sur son territoire les deux mouvements nationalistes. Ils préparaient des actions à partir du Mozambique contre les deux bastions blancs.

Entre 1980 et 1981, les bastions blancs répliquèrent en lançant plusieurs raids de commandos contre le Mozambique. Des attaques aériennes furent multipliées contre les bases militaires des nationalistes. Douze exilés sud-africains trouvèrent la mort dans ces affrontements. En mai 1983, des villages mozambicains furent saccagés par des bombes sud-africaines et plusieurs villageois vont fuir ces affrontements. Cependant, le Mozambique et ses alliés de la ligne de front vont changer de tactique: ils préparent en effet une guerre économique contre le bastion blanc.

3.4.2 Mozambique: un pays de transit

Le Mozambique doit à sa position géographique une partie essentielle de ses recettes budgétaires, grâce aux bénéfices réalisés par ses chemins de fer. En 1979, les voies ferrées avaient

transporté 4.220.000 passagers et 14 millions de frêt[33]. Les plus importantes sont celles qui relient Maputo à ses voisins, et la ligne Beira-Zimbabwe sur laquelle se branchent le Transzambézia . Outre Nacala, débouché vital pour le Malawi, Maputo et Beira sont aussi vitaux pour la Rhodésie et le Transvaal.

Ainsi, la géographie a fait des ports et lignes de chemins de fer mozambicains les poumons de l'Afrique Australe. Le pays occupe une position géographique et stratégique vitale pour les minorités blanches de l'Afrique Australe. Cette position oblige le gouvernement mozambicain à être en première ligne dans la confrontation entre l'Afrique noire et les régimes blancs du sud.
Déjà en 1977, il menace d'asphyxier l'économie rhodésienne par le blocage de ses chemins de fer. En mars 1979, le Mozambique décida de fermer ses frontières avec la Rhodésie et de rompre toutes ses relations commerciales avec elle.

A cette époque, 80% des exportations globales de la Rhodésie transitaient par Beira et Lourenço Marques (Maputo). Pour mieux renforcer ses sanctions, le Mozambique saisit les avoirs rhodésiens sis sur son territoire. Toutes ces dispositions eurent de lourdes conséquences sur l'économie des deux pays. Elles avaient coûté la bagatelle de 65 millions de dollars[34] par an environ à l'économie mozambicaine. Elles affectèrent également l'économie rhodésienne. Cependant, si le régime de Yan Smith a pu résister aussi lontemps, c'est grâce au soutien politico-économique de la République Sud-africaine. En effet, un traité commercial fut signé en 1979 entre les deux pays.

---

[33] LE PROBLEME RHODESIEN, Données perspectives de solution, revue juridique et politique, Janvier-Mars 1980, p. 20

[34] PICHON, (R), Le drame rhodésien, Paris, l'harmattan, 1973, p. 87

En 1980, 85% des exportations rhodésiennes transitaient à travers le Botswana en direction d'East London et Port Elisabeth. Ce qui permettait à Yan Smith de se passer du Mozambique.

En raison de ce "mariage économique" liant les deux pays, il est impossible à M. Smith de s'opposer à la politique sud-africaine. En 1979, le président de la Rhodésie stipulait:

> *"Avec la naissance de la ligne de front, nous avons réalisé que notre patrie était l'Afrique du Sud. Elle partage notre "philosophie" à savoir l'assurance que sera maintenue la place prépondérante du blanc et sa civilisation en Afrique Australe"*[35].

3.4.3 Les répercussions des sanctions sur le Mozambique

Les sanctions contre la Rhodésie ont eu de graves conséquences sur le Mozambique et tous les pays de la ligne de front. La décision de fermer sa frontière avec la Rhodésie affecta gravement la jeune économie, car une part importante du commerce rhodésien se faisait par les ports mozambicains. Le pays demanda à l'ONU une indemnisation annuelle de 57 millions de dollars au moins. Le Conseil de Sécurité appuya à l'unanimité la décision d'aider le Mozambique. Il condamna tous les actes de provocation et d'agression contre le Mozambique.

[35] Ibidem. p. 89

3.4.4 La nouvelle politique sud-africaine

Au milieu des années 70, l'Afrique du Sud changea sa politique à l'égard de la Rhodésie. Elle voulait mener une politique de "décolonisation" dans ce pays. Pour mener à bien sa politique, l'Afrique du Sud avait besoin d'un "climat de paix" dans la sous-région. Et pour rendre crédible sa volonté de mettre fin à la discrimination raciale, elle devait se démarquer du régime de son ami Smith. Pour Vorster, Président de l'Afrique du Sud à cette époque, il s'avérait dangereux de prolonger la confrontation militaire avec les nationalistes et la SWAPO (South West African People Organisation) et leurs alliés. Il lui apparaissait préférable de contribuer à instaurer un "bon gouvernement" africain en Rhodésie, qui accepterait comme celui de la Zambie de continuer à coopérer économiquement avec la R.S.A. En effet, dans l'esprit de la politique du Président Vorster, il ne s'agissait nullement d'une étape sur la voie d'une libération définitive. Mais au contraire du maintien de l'empire économique dans lequel les blancs accaparaient tous les pouvoirs dans les deux pays. Ce qui était par ailleurs une réalité puisque jusqu'aujourd'hui, la totalité de la richesse est entre les mains des Blancs.

3.5. Guerre et terreur de l'Afrique du sud dans la sous-région

L'agression militaire de l'Afrique du Sud et sa politique de déstabilisation menée contre ses voisins de la ligne de front coûtèrent plus de 60 milliards de dollars et 1,5 millions de vies

humaines pendant la période 1980-1988[36]. Ce prix énorme sur le plan économique et humain faisait partie d'une stratégie délibérée, destinée à maintenir ces pays dans un état de soumission. Ainsi, des raids vont être effectués sur les pays de la première ligne. Les populations civiles et les infrastructures sont les premières cibles de l'agression.

L'objectif de ces attaques, qui n'ont pratiquement cessé qu'en 1990, semble lié à la volonté d'intimider ces Etats. Pour ce faire, le régime sud-africain entendait juguler l'opposition régionale à l'apartheid et priver l'ANC de bases potentielles.

Le moyen privilégié pour y arriver était d'étouffer le développement économique des Etats voisins réunis au sein de la S.A.D.C.C (Conférence pour la Coordination du Développement de l'Afrique Australe) et de réduire leurs économies à la dépendance pour s'assurer d'un moyen de pression politique. Cette politique d'agression fit longtemps l'objet de répugnance morale pour la communauté internationale. Ainsi, les cibles privilégiées de la stratégie de déstabilisation de l'Afrique du Sud furent les moyens de transport qui relient les pays de la SADCC entre eux et au reste du monde. Pour relater ces faits, nous allons nous intéresser à deux cas: le Mozambique et la Tanzanie.

[36] LA DESTABILISATION SUD-AFRICAINE, Le coût économique de la résistance de première ligne à l'apartheid.
Rapport de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, New-York, 1989, p. 3

- Le cas du Mozambique

Le Mozambique est une cible prioritaire du fait que son réseau de transport est d'une importance capitale pour la réduction de la dépendance régionale vis-à-vis de Prétoria. Depuis 1981, la destruction de ce réseau est un des objectifs de l'assaut généralisé que mène l'Afrique du Sud contre la société et l'économie du Mozambique. Près d'un million de Mozambicains ont trouvé la mort à cause de la guerre pendant les années 1980-1988. Au moins 4,6 millions de Mozambicains ont été chassés de leurs foyers. Au cours de cette période, une bonne majorité de sa population vivait un état de pauvreté absolu.

Le sabotage économique vise en particulier trois couloirs ferroviaires qui desservent les ports de Nacala, Beira et Maputo. La paralysie des opérations de transit a entraîné des pertes s'élevant à 1,6 milliards[37] de dollars pour les années 1980-1988. Les ventes d'électricité de Cabora-Bassa se sont effondrées à la suite du sabotage répété des lignes de haute tension.

Le terrorisme généralisé a empêché plus de 5 millions de personnes d'avoir accès aux services de santé. Plus de 40% de réserves en eau des régions rurales ont été détruits. Environ 250.000 enfants sont devenus orphelins ou ont été séparés de leurs parents. Les pertes dans le domaine des importations ont coûté 1,25 milliards de dollars au pays tandis que les pertes à l'exportation équivalaient 1,75 milliards de dollars[38].

---

[37] Idem. p. 3
[38] Idem. p. 3

- Le cas de la Tanzanie

Elle est le pays de la S.A.D.C.C le plus éloigné de l'Afrique du Sud, et qui avait cessé entre 1965 et 1990 toute liaison économique et diplomatique avec Prétoria. Cependant, face à quelques incursions mineures de mercenaires du Mozambique voisin, la Tanzanie a changé de stratégie. En effet, elle s'est trouvée avec un budget de défense élevé dû principalement au déploiement de 4.000 soldats au Mozambique et de 6.000 soldats supplémentaires pour la protection de ses frontières[39].

Au niveau économique, les exportations de la Tanzanie ont été touchée par l'affaiblissement des capacités d'importations des autres pays de la S.A.D.C.C (surtout la Zambie et le Malawi). Il en est résulté 75 millions de dollars de pertes pour la période 1980-1988. Le nombre de réfugiés mozambicains en Tanzanie s'élevait à environ 75.000 en 1980. On estime que 25.000 personnes sont mortes des suites indirectes de la guerre au cours de cette même période[40].

[39] Ibidem, p. 9
[40] Ibidem, p. 11

- Tableau $_1$: Nombre de morts liés à la guerre dans la région de la SADCC

Pays	*Enfants*	*Total de morts*
1. Mozambique	494.000	900.000
2. Angola	331.000	500.000
3. Zambie	50.000	50.100
4. Tanzanie	25.000	25.060
5. Malawi	25.000	25.000
6. Zimbabwe	-	500
7. Lesotho	-	500
8. Swaziland	-	250
9. Botswana	-	50
Total	925.000	1.501.460

Période : 1980-1988

Source : Unicef, Childen on the front line "Childen in Southern Africa". Estimations examinées dans les textes de la déstabilisation sud-africaine. s.l et s.d.

- Tableau 2 : Pertes de produit intérieur brut dans la région de la SADCC (millions de dollars au prix de 1988)

	1988		**1980-1988**	
Pays	*Pertes*	*% du PIB effectif*	*Pertes*	*% du PIB effectif en 1988*
1. Mozambique	4.500	90	30.000	600
2. Angola	3.000	110	15.000	550
3. Zimbabwe	1.350	25	8.000	145
4. Malawi	550	30	2.150	133
5. Zambie	500	20	5.000	200
6. Tanzanie	500	10	1.300	26
7. Botswana	125	10	500	40
8. Lesotho	50	7	300	42
9. Swaziland	30	5	200	33
Total SADCC	**10.605**	**307**	**62.450**	**1769**

Période : 1980-1988

Source : Unicef: Données nationales et estimations préliminaires du P.I.B en 1988, telles qu'elles sont présentées dans le texte de la déstabilisation sud-africaine, s.l et s.d

3.6. La montée en puissance de la Renamo

Lorsqu'en 1976, le Mozambique décida d'aider les nationalistes du ZANU et de l'ANC, le bastion blanc manifesta à son égard une volonté d'armer la force d'opposition aux marxistes de Maputo. En 1980, le Zimbabwe recouvrit son indépendance. Prétoria restait le seul allié de l'opposition mozambicaine. Pour contrebalancer cette alliance, Maputo signa des accords militaires avec l'Union soviétique et la Havane. Ces alliances auront de lourdes conséquences sur l'avenir du Mozambique: la RENAMO, consolidée par la R.S.A allait causer une longue guerre civile qui déchira la société mozambicaine.

3.6.1 Mozambique: Champ de confrontation des puissances

Avec l'instauration d'un régime socialiste, Maputo entra dans le champ de la stratégie globale des grandes puissances. Où donc se situe l'enjeu pour chacun des deux puissances de la période de guerre froide? Pour les Soviétiques il n'y a pas d'enjeu économique. Leurs réserves minérales répondaient amplement à leurs besoins. L'enjeu essentiel était stratégique. Il était nécessaire pour eux de disposer de relais de centres d'écoutes dans la mesure où l'OTAN disposait du Cap[41].

Du côté des Anglosaxons (Anglais et Américains), ils voulaient d'abord contrebalancer l'influence soviétique dans cette zone. Ensuite,

[41] CHALIAND, (G), Atlas stratégique: Géopolitique de rapports de force dans le monde, Paris, A. Fayard, Paris, 1890, p. 115

ils avaient besoin de contrôler la route du Cap qui était devenue la route du pétrole à la suite de la longue fermeture du canal de Suez.
Mais aussi, ils avaient des intérêts économiques importants dans cette région où sont concentrés la majorité de leurs investissements[42].

3.6.2 La consolidation de l'opposition

L'opposition mozambicaine connaît ses débuts sous le nom de Résistance Nationale Mozambicaine (R.N.M), puis par RENAMO, formé à partir de son nom portugais resistência Nacional Mozambicana. Le premier chef de la RENAMO a été André Motsangaissa. Il disparut au combat en octobre 1979. Son adjoint Afonso Macacho Marceta Dhlakama devint président du groupe.

La tactique de la RENAMO consistait à s'attaquer aux infrastructures économiques et sociales du Mozambique et perturber ses activités de production. De fréquents actes de sabotage furent commis contre les routes, les voies ferrées et les installations électriques du pays. Des villes et des villages furent attaqués. Dès 1980, la RENAMO perdit le soutien du gouvernement rhodésien quand le Zimbabwe accéda à l'indépendance. Cependant, l'appui que lui fournissaient certains groupes occidentaux et surtout l'Afrique du Sud se renforça. La preuve en est que au cours de la période 1980-1988, il y eut une augmentation rapide des effectifs militaires de la RENAMO. Ainsi, sa plus grande efficacité militaire lui permit de détruire l'infrastructure sociale et économique dans une grande partie du pays.

[42] Ibidem, p. 116

3.6.2.1 Guerre civile et politique d'agression de la R.S.A

En 1980, la RENAMO comptait moins d'un millier d'hommes. Avec l'appui de Prétoria, ce nombre est passé à 8.000[43] hommes à partir de 1981. Grâce à ce soutien, ses opérations ont pris une grande ampleur jusqu'à causer une guerre civile qui n'a cessé qu'en 1990. Des provinces centrales de Manica et Sofala, elles se sont étendues aux provinces méridionales de GAZA et d'Inhabane. La politique d'agression de l'Afrique du Sud contre le Mozambique ne s'est pas seulement limitée à l'armement de la Renamo. Le régime d'apartheid en complicité avec les hommes d'Alphonso Dhlakama effectua des raids de commandos et mena des attaques aériennes dans ce pays. La Renamo avec l'appui de Prétoria désorganisa et détruisit les installations de transport et d'approvisionnement du Mozambique et de ses proches voisins (Zimbabwe, Malawi, Tanzanie). Ces trois pays dépendaient des routes mozambicaines (Beira et Limpopo) pour l'acheminement d'une grande partie de leur commerce extérieur.

En novembre 1982, avec l'accord du gouvernement mozambicain, le Zimbabwe envoya plus de 10.000 hommes pour protéger le couloir de Beira. La République Unie de Tanzanie a envoyé un contingent plus petit chargé d'effectuer des patrouilles sur la route de Nacala dans le nord du pays. Face à ces attaques de la Renamo, un grand nombre de réfugiés était contraint de prendre fuite vers les pays frontaliers surtout la Tanzanie et le Malawi. La situation s'empira lorsque dans de larges zones rurales tout déplacement de population devint dangereux.

[43] CAHEN, (M), Op.cit, p. 112

La Renamo réussit à attirer dans les zones qu'elle contrôlait des sections de plus en plus importantes de la population. Ceci parce que le régime marxiste de Maputo s'aliéna les populations rurales en imposant leur regroupement dans de villages coopératifs "rationnels" déracinés. En effet, la jeunesse qui s'était expatriée dans les villes où elle s'y retrouvait désœuvrée fut ramenée dans les campagnes où elle ne put s'insérer. L'opposition profita de cette situation et recrute manu militari parmi cette jeunesse. A la manière de la rébellion burundaise, les jeunes pris dans une région donnée combattent dans une autre où les villageois assurent le ravitaillement. Aussi, la similarité avec la rébellion hutu du Burundi réside dans le fait que la stratégie utilisée par la Renamo se bornait à la destruction de tous les symboles de l'Etat comme les infrastructures sanitaires et éducatives. Elle commettait également des violences contre la population qui refusait de se placer sous sa protection. Cependant, à la différence de la rébellion burundaise, la Renamo avait un territoire conquis où elle a pu organiser une administration parallèle.

Ainsi depuis 1980, la Renamo armée, financée par l'Afrique du Sud étendit progressivement son activité à neuf des dix provinces du Mozambique. Elle exécutait des actions de sabotage économique et d'intimidation de la population. Tous ces méfaits ont provoqué la perturbations de la production agricole et ont poussé beaucoup d'habitants de la campagne à se réfugier dans les grandes villes (Maputo et Beira). En plus, la pénurie alimentaire s'aggrava sous l'effet de la sécheresse entre 1982 et 1984. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes de faim dans plusieurs provinces du pays (surtout de GAZA et celle d'Inhabane). Dans l'ensemble du pays la

production agricole baissa fortement et l'économie subit une nette régression. Le pays fut déstabilisé et étouffé. Forcé de se dégager de cet étau pour pouvoir aller de l'avant, la direction du Parti Frelimo s'est résolue à établir des contacts avec le régime de l'apartheid.

3.6.3 L'accord de N'Komati et son échec

Après dix ans d'hostilité, Maputo qui se réclame du marxisme-léninisme et Prétoria défenseur du régime de l'apartheid signent l'accord de N'Komati sur les bords de cette rivière qui fait frontière entre les deux pays. Ils s'engagent dans leurs clauses à respecter leur indépendance respective. Le Président Samora Machel a signé avec le Premier Ministre Sud-Africain Peter Botha un "accord de non-agression" et de bon voisinage. L'Afrique du Sud s'engage à cesser de soutenir la Renamo et le Mozambique à mettre un terme aux opérations militaires de l'ANC(African National Congress).

Cet accord entre les représentants de régimes diamétralement opposés qui était inimaginable peu d'années auparavant n'est plus une surprise. Quelques auparavant à Maputo, les journaux mozambicains diffusaient la photo de Samora Machel serrant la main du Ministre des affaires étrangères Roelof Pik Botha, qui avait mené les négociations pour la partie sud-africaine. Le 16 mars 1984, la cérémonie de la signature du Pacte de N'Komati financée par l'Afrique du Sud (Six millions de rands soit cinq millions de dollars américains en 1984) [44]est retransmise en direct par la télévision mozambicaine. Samora Machel

[44] VERSHUUR, (L), et MARLUZA CORREA, (M), Mozambique: Dix ans de solitude,..., Paris, l'harmattan, 1986, p. 13

était en grand uniforme de maréchal et Peter Botha en complet veston et chapeau noir.

Dans le discours de Samora Machel au cours de la cérémonie, on pouvait lire:

> *"Nous prenons ici l'engagement solennel de ne déclencher aucune agression l'un contre l'autre, et nous avons créé les conditions avec honneur et dignité, d'une nouvelle phase de stabilité et de sécurité sur nos frontières communes"*[45].
>
> *"Nous sommes un continent de survivants. Nous avons survécu à l'esclavage, nous avons survécu aux guerres de conquête, nous avons survécu à la brutalité de la répression quand nous voulions être maîtres de nos propres destins. C'est pourquoi nous sommes bien conscients de la valeur de la paix, de la nécessité de rejeter les héritages qui nous divisent (....). le moment est venu où, plus que les textes et les formulations juridiques, ce sont la parole donnée, le sentiment de l'engagement et la bonne foi qui comptent pour nous. Le gouvernement de la République Populaire du Mozambique, dans l'esprit et non seulement dans la lettre, tiendra sa parole, Monsieur le Premier Ministre"*[46].

Dans le texte des accords, la Renamo créée par le régime de l'apartheid est mise sur le même pied que l'ANC. Les deux pays s'engagent à ne plus soutenir l'action de ces groupes à partir de leurs

[45] Ibidem, p. 17
[46] Idem, p. 17

territoires. Aussi, les engagements incluent l'interdiction de détenir et faire circuler toute documentation hostile au régime de l'apartheid, de toute détention d'armes, de toute action politique.

- Quelques remarques sur le traité

Julius Nyerere, leader nationaliste africain de la première ligne, commentera cet événement par ces mots:

"C'est une gifle à l'Afrique toute entière".

Pour l'ANC, il n'a été informé de ces clauses qu'à l'avant-veille de sa signature tandis que le régime de Prétoria a préparé la Renamo depuis que les intentions de Maputo pour les négociations se sont manifestées afin qu'elle puisse tenir sans leur soutien sur le territoire mozambicain. Le Frelimo par contre n'a discuté du contenu des accords ni avec l'ANC, ni avec les pays de la ligne de front (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe), qui ne sont prévenus que la veille et mis devant le fait accompli. Invités à assister à la signature, tous refusent de le faire. Julius Nyerere ainsi que Keneth Kaunda se plaindront amèrement devant la presse internationale.
Au sein de toutes les grandes organisations africaines (SADCC, OUA....) et du mouvement des non-alignés, le Mozambique perd de sa crédibilité et de son leadership. La conséquence diplomatique est l'isolement du Frelimo de ses alliés.

- Echec des pourparlers

Dans les jours qui ont suivi le traité de N'Komati, on s'est rendu compte que cette journée a été un marché de "dupes". Alors que de manière générale, le Mozambique respectait les engagements du pacte de non-agression, des documents saisis des bases de la RENAMO montraient que Prétoria avait continué à ravitailler l'opposition mozambicaine. Dans les révélations tirées du journal Afrique-Asie n° 175 du 15 juin 1984, on peut lire ceci:

> *"Quelques heures encore avant la signature du Pacte, les Sud-Africains faisaient passer des hommes et des armes au Mozambique".*

En revanche, la partie mozambicaine s'empresse d'appliquer au pied de la lettre ses engagements. Dès le lendemain de la cérémonie on constate que les militants de l'ANC qui devaient selon les accords de N'Komati quitter le Mozambique sont de façon très stricte, effectivement expulsés. Des armes qui leur avaient été fournies par le Frelimo sont saisies. Seulement une représentation de dix membres de l'ANC est autorisée à rester à Maputo. Ces pourparlers ont donc tourné court puisque la RENAMO et son puissant allié ont intensifié leurs attaques en ouvrant de nouveaux fronts dans les provinces de Tete et Zambézie. En effet, la R.S.A avait continué à ravitailler la RENAMO par la voie aérienne, utilisant parfois des itinéraires qui traversaient le Malawi.

- Extension du conflit

- Echec des pourparlers

Dans les jours qui ont suivi le traité de N'Komati, on s'est rendu compte que cette journée a été un marché de "dupes". Alors que de manière générale, le Mozambique respectait les engagements du pacte de non-agression, des documents saisis des bases de la RENAMO montraient que Prétoria avait continué à ravitailler l'opposition mozambicaine. Dans les révélations tirées du journal Afrique-Asie n° 175 du 15 juin 1984, on peut lire ceci:

> *"Quelques heures encore avant la signature du Pacte, les Sud-Africains faisaient passer des hommes et des armes au Mozambique".*

En revanche, la partie mozambicaine s'empresse d'appliquer au pied de la lettre ses engagements. Dès le lendemain de la cérémonie on constate que les militants de l'ANC qui devaient selon les accords de N'Komati quitter le Mozambique sont de façon très stricte, effectivement expulsés. Des armes qui leur avaient été fournies par le Frelimo sont saisies. Seulement une représentation de dix membres de l'ANC est autorisée à rester à Maputo. Ces pourparlers ont donc tourné court puisque la RENAMO et son puissant allié ont intensifié leurs attaques en ouvrant de nouveaux fronts dans les provinces de Tete et Zambézie. En effet, la R.S.A avait continué à ravitailler la RENAMO par la voie aérienne, utilisant parfois des itinéraires qui traversaient le Malawi.

- Extension du conflit

Après l'échec des pourparlers de N'Komati, la RENAMO ouvrit de nouveaux fronts dans les provinces de Tete, Nampula et Nyassa. Il commit des atrocités dans presque tout le Sud. Quelques 400 personnes[47] perdirent la vie dans l'attentat du 18 juillet 1986 au cours d'une attaque de la province d'Inhanbane.

En août 1986, des massacres eurent lieu dans la province de GAZA et sur la route nationale$_1$, à 80 km au nord de Maputo. La responsabilité de toutes ces atrocités fut attribuée à la RENAMO. Aux abois, l'armée mozambicaine a dû s'appuyer sur les troupes tanzaniennes et zimbabwéennes qui furent entraînées dans l'escalade de la guerre civile au Mozambique entre 1980 et 1990.

En août 1986 toujours, une force composée de troupes des FAM (Forces Armées Mozambicaines) et des troupes zimbabwéennes a mené une opération de grande envergure en vue de s'emparer du quartier général de la RENAMO. La base a changé de mains plusieurs fois dans les mois qui ont suivi, mais la RENAMO a finalement réussi à la reprendre. Le 19 octobre 1986, le gouvernement mozambicain a subi un revers très grave: le Président Samora Machel a péri dans un accident d'avion au Transvaal (Afrique du Sud). Sabotage ou erreur de pilotage? La question n'est pas encore éclaircie à ce jour. Ce qui est sûr par contre c'est que cette disparition survint à un moment particulièrement inopportun. Le pays tout entier était plongé dans une crise socio-politique profonde.

3.6.4 La crise socio-politique

[47] VERSHUUR. (C). et MARLUZA CORREA. (M), Op. Cit, p. 20

M. Joacquim CHISSANO, Ministre des Affaires Etrangères succéda à Samora Machel le 4 novembre 1986. Il dut assumer un héritage très lourd. En effet, à ce moment-là, l'économie mozambicaine était en ruine et tributaire de l'aide extérieure. Pourquoi donc cette crise socio-politique généralisée? A cause d'une guerre civile qui a entraîné une situation humanitaire tragique.
Ainsi, cette guerre eut des conséquences tragiques pour les civils. La RENAMO et sa politique de destruction des infrastructures économiques et sociales a entraîné une malnutrition et une famine généralisée.

Entre 1986 et 1989, 4,6 millions de paysans mozambicains sont allés à la recherche d'une relative sécurité dans les grandes villes. Au cours de la même période, plus d'un million de mozambicains s'étaient enfuis dans les pays limitrophes (Malawi, Tanzanie, Zimbabwe) pour échapper aux combats. Les effectifs scolaires avaient diminué d'environ 500.000 et les postes sanitaires qui desservaient naguère environ 5 millions de personnes avaient été détruites.

Entre 1990 et 1992, la sécheresse frappa de larges zones de l'Afrique Australe. Le Mozambique connut une sécheresse accentuée par rapport à ses voisins. Il était désormais question d'une aide humanitaire d'urgence selon les enquêtes réalisées par le PAM (Programme Alimentaire Mondial). Le coût du programme d'aide d'urgence qui concernait plus de 3,1 millions aurait dépassé les 400 millions de dollars[48] américains selon toujours le PAM. A cette époque, le revenu par habitant était estimé à 150 dollars par an. Il était l'un des

[48] Ibidem, p. 24

plus bas du monde. En villes et dans les camps de déplacés, un enfant sur trois mourrait avant l'âge de 5 ans.

Un grand appel international en faveur d'une assistance d'urgence au pays fut lancé à Genève. Ce qui permit de réunir plus de 330 millions de dollars et 755.000 tonnes d'aide alimentaire.
Aussi, lors d'une réunion tenue à New-York, les participants à la réunion du groupe consultatif de la Banque Mondiale sur le Mozambique sont convenus d'élargir la portée de ce programme. En 1991, presque tous les grands organismes des Nations Unies opéraient au Mozambique. Mais aussi des organismes multilatéraux et des donateurs bilatéraux.
En février 1991, une mission interorganisation chargée d'évaluer la situation dans le pays a relevé que la destruction par la RENAMO des infrastructures socio-économiques avait paralysé la capacité de production du Mozambique.

3.6.5 L'idée d'une solution politique

En gros, Maputo jugeait inadmissible de négocier avec ceux qu'il considérait comme des "bandits" manipulés de l'extérieur. Mais les ravages causés par la guerre civile, rendus tragiques par la sécheresse l'ont amené à corriger sa position. En outre ses nouvelles orientations économiques et politiques amélioraient les perspectives de compromis. Pour ce, le gouvernement de CHISSANO avait décidé d'abandonner la doctrine marxiste pour une politique plus libérale. Ainsi, en 1990, une nouvelle constitution a privilégié le jeu du marché et les principes de multipartisme. Cette volte face du Frelimo a amené les pays occidentaux à intensifier leur appui politique et financier au gouvernement de CHISSANO.

La nouvelle diplomatie de Maputo a permis d'isoler politiquement la RENAMO. Ce qui ne va rien changer dans les rapports de forces puisque Maputo a té épuisé par les longues années de guerre. En plus, la déstabilisation du pays organisée par Prétoria ne permettait pas à CHISSANO d'imposer une solution militaire au conflit.

De son côté, Dhlakama ne disposait pas des capacités militaires durables pour atteindre son objectif qui était de faire tomber Maputo. En effet, la RENAMO était dans une impasse militaire et manquait de l'appui matériel extérieur.

Manifestement, les deux camps se trouvaient dans l'obligation de négocier. Ainsi, le conflit ne semblait pas pouvoir se résoudre par la voie des armes. L'idée d'une solution politique s'était progressivement imposée.

CHAP IV: LA RESOLUTION PACIFIQUE DU CONFLIT

Dès 1990, Maputo entreprit de profondes réformes dans plusieurs secteurs. Elle mit en place un régime propice à la libéralisation politique et une constitution garantissant le multipartisme. Face à ces changements, les représentants de l'Eglise Catholique de San'Egidio parviennent à établir de contacts indirects entre le Frelimo et la Renamo. Le processus s'amplifia par après pour être appuyé d'abord par les pays de la sous-région (Kenya, Zimbabwe, Botswana et l'Afrique du Sud), puis par les Etats-Unis, l'Italie, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord ainsi que l'ONU. Ce dernier fournit son appui en particulier lors des phase finales des négociations de Rome en juin 1992[49]. Tous les parrains de ce processus demandèrent aussi à l'ONU de garantir l'application de l'accord de paix.

4.1. L'attitude des deux belligérants

Lors des premières réunions, les dirigeants des deux mouvements (RENAMO et FRELIMO) se montraient réticents et posaient plusieurs obstacles à l'Eglise Catholique de San'Egidio. En mai 1988, Monseigneur GONÇALVES se rendit au quartier général des rebelles de la RENAMO à GORONCROSA. Il étudia avec le dirigeant A. Dhlakama la possibilité d'entamer les négociations avec J. CHISSANO. Cependant, la RENAMO était toujours réticente à établir des contacts avec Maputo. Pour ce, San'Egidio a persévéré dans ses efforts et est parvenu à organiser des réunions entre certains dirigeants des deux groupes rivaux à Nairobi. En août 1989, la Communauté de San'Egidio présenta les

[49] ZARTMAN, (W), La résolution des conflits en Afrique, Paris, l'harmattan, 1992, p.46

propositions de paix de Maputo à M. Dhlakama. Cette fois-ci, l'attitude des dirigeants de la RENAMO fut favorable. Ils acceptèrent de présenter par la suite à GONÇALVES leurs propres propositions.

L'attitude du FRELIMO était elle aussi proche de la RENAMO. Chaque groupe était réticent à établir des contacts avec l'autre partie car susceptible de proposer ses bons offices pour mettre un terme au conflit. Avec la multiplication des rencontres, les deux parties vont cesser de se méfier l'un l'autre. En effet, l'obstacle majeur du FRELIMO aux négociations était que la RENAMO exigeait d'être traité sur un pied d'égalité avec le gouvernement. Pour Maputo, cette situation était inacceptable. L'autre obstacle pour les deux belligérants était celui des médiateurs mutuellement acceptables par les deux parties. A la longue, le FRELIMO et la RENAMO se mirent d'accord que les négociations se tiendraient à ROME.

4.2. Le début des négociations

Au couvent de San'Egidio à Rome s'est tenue une réunion directe entre la délégation du Frelimo et celle de la Renamo du 8 au 10 juillet 1990. Tard dans la soirée du 10 juillet, un communiqué conjoint des deux protagonistes stipulait qu'elles mettaient de côté ce qui les divisait.

Dans le même communiqué, les deux délégations s'accordaient à se consacrer pleinement à rechercher une base de travail pour mettre fin à la guerre. La déclaration fut bien accueillie par la Communauté Européenne, les Etats-Unis et de nombreux autres pays.

Le 1er décembre 1990, lors des pourparlers officiels de Rome, un cessez-le-feu partiel a été proclamé. Dans les clauses de ce cessez-le-feu, la RENAMO devait interrompre ses attaques des couloirs de circulation de Beira et de Limpopo. En échange, le Frelimo et ses alliés zimbabwéens s'engageaient à limiter leurs interventions sur ces couloirs. La clause établissait également une "commission mixte" de vérification du cessez-le-feu. Elle était composée de représentants du Congo, des Etats-Unis, de la France, du Kenya, du Portugal, du Royaume-Uni, de l'ex-URSS et de la Zambie. En plus de ces représentants, la commission mixte était composée de : 3 représentants (civils ou militaires) pour chacune des parties en conflit, 3 représentants du gouvernement de la République du Zimbabwe.

La délégation du gouvernement de la République du Mozambique était conduite par M. Armando Guebuza, Ministre des Transports et des Communications. Celle de la Renamo par M. Raoul Domingos, Directeur du Ministère des Relations Extérieures. Comme médiateurs il y avait M. Mario Raffaelli, Représentant du gouvernement de la République italienne; Mgr Jaime Gonçalves, Archevêque de Beira et enfin les deux représentants de la Communauté de San'Egidio, MM. Andrea Riccardi et Matteo Zuppi.

Il est également à signaler que les médiateurs étaient membres de la fameuse "commission mixte" de vérification. Cette dernière avait son siège à Maputo. Son rôle était de présenter des rapports au groupe des négociateurs à intervalles réguliers ou chaque fois qu'une des parties en négociation en fera la demande. Elle pouvait créer des sous-commissions et dont le rôle était de vérifier sur place l'application de l'accord. Seuls les membres de la commission mixte de vérification

jouissaient de l'immunité diplomatique. Les membres de la commission mixte et ceux des sous-commission avaient tous le droit de circuler dans toutes les zones du pays. La commission mixte de vérification avait été investie dans ses fonctions 15 jours après la signature de l'accord du cessez-le-feu[50].

Dès son entrée en fonction, elle soumit au groupe des négociateurs les critères de base qui allaient régir ses activités. En gros, les deux parties en conflit s'engagèrent à s'abstenir de toute activité qui pouvait contrevenir à l'esprit de l'accord. Au cas où se produisait un incident, les médiateurs pouvaient, à la demande de l'une des parties, prendre des initiatives concrètes afin de déterminer où réside le problème et le résoudre pacifiquement.

Comparaison du processus de paix mozambicain avec celui du Burundi

L'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi signé le 28 août 2000 a mis en place "une commission mixte pour la paix et la sécurité". Il est également dénommé "commission du cessez-le-feu". Ainsi le protocole III sur la paix et la sécurité pour tous dans son chapitre III prévoit à l'article 26.2. a) ce qui suit:

- *Le désengagement des forces et la cessation immédiate de tout contact tactique entre les forces militaires des parties à l'accord aux endroits où elles sont en contact à la date et à l'heure de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu*[51].

[50] LIVRE BLEU DES NATIONS UNIES, Volume V, Les Nations Unies et le Mozambique (1992-1995), New-York, 1995, p. 112

[51] ACCORD D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU BURUNDI, Arusha, 28 août 2000.

Force est de constater que contrairement à l'accord de paix Mozambicain, ce désengagement militaire n'a pas été suivi au Burundi. Quelques jours après la mise en accord de paix d'Arusha, les protagonistes ont continué à s'affronter violemment sur terrain (le cas des affrontements de Tenga, les crimes commis à l'égard des passagers sur la RN_3,....). Et pourtant, il était prévu à l'article 26.2.C du chapitre III sur le cessez-le-feu que:

- *Lorsqu'une des parties se trouve dans l'impossibilité de se désengager ou éprouve des difficultés à le faire, la commission du cessez-le-feu trouve une solution de rechange pour rendre les armes inoffensives*[52].

En effet, pour le cas du Burundi, on a mis la charrue avant le bœuf. La commission du cessez-le-feu devait entre autre déterminer l'emplacement des unités au moment de l'exécution de cette clause de l'accord, établir les contacts entre les parties mais aussi mener des enquêtes sur tous les cas de violation de ce cessez-le-feu.
Sept (7) mois plus tard (avril 2001), cette commission n'est toujours pas fonctionnelle. Les parties en conflit s'acharnent à vouloir diriger la transition prévue dans le chapitre II sur les arrangements de transition.

4.3. L'accord général de paix pour le Mozambique

Le Frelimo et la Renamo se sont convenus d'un ordre du jour pour les négociations en vue d'une paix durable. En effet, résolues à sauvegarder les intérêts supérieurs du peuple mozambicain, les deux

---

p. 79

[52] Ibidem, p. 80

protagonistes réaffirment le 18 octobre 1991, que seuls le dialogue et la concertation sont essentiels à l'instauration d'une paix durable dans leur pays. Ainsi, à l'issue de ce processus de négociation de Rome, ils ont accepté comme ayant force exécutoire les 7 protocoles qui constituent l'accord général de paix:

1. Le protocole I contenant les principes fondamentaux
2. Le protocole II parlant des critères et dispositions pour la formations et la reconnaissance des partis politiques
3. Le protocole III relatant les principes de la loi électorale
4. Le protocole IV analysant les questions militaires
5. Le protocole V parlant des questions de garanties
6. Le protocole VI concernant le cessez-le-feu
7. Le protocole VII contenant les documents relatifs aux donateurs

Sans aucune condition, le Président de la République du Mozambique et le Président de la RENAMO s'engagèrent à faire tout ce qui était en leur pouvoir afin qu'il y ait une réconciliation nationale véritable. Les 7 protocoles ci-haut cités furent dûment paraphés et signés par les chefs de délégations et par les 4 médiateurs.
Contrairement à l'accord général de paix sur le Burundi, les 5 protocoles qui forment l'accord ne furent pas immédiatement signés par tous les représentants des partis politiques. Les 5 protocoles[53] sont les suivants:

1. Protocole I: Nature du conflit burundais, problèmes de génocide et d'exclusion et leurs solutions
2. Protocole II: Démocratie et bonne gouvernance
3. Protocole III: Paix et sécurité pour tous

[53] ACCORD D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU BURUNDI, Op. Cit. p. 3

4. Protocole IV: Reconstruction et développement
5. Protocole V: Garanties pour l'application de l'accord

En effet, certains partis politique (ABASA, INKINZO, PARENA, PRP, UPRONA, AV-INTWARI) ont signé cet accord avec des réserves. En général, ces réserves portent sur la problématique de l'amnistie, le mode d'élection du Président de la République, le système judiciaire (recours à des magistrats étrangers), le mécanisme de mise en place du leadership de la transition, la cessation des hostilités et la force internationale de maintien de la paix[54].

Où donc réside la spécificité de l'accord mozambicain par rapport à celui du Burundi? Pour mieux appréhender ce rapprochement, il s'avère utile d'analyser par confrontation les 7 protocoles[55] qui ont favorisé le retour à la paix au Mozambique à ceux du Burundi.

4.3.1 Protocole I: Les principes fondamentaux

Ce protocole fut paraphé et signé par la délégation du gouvernement de la République du Mozambique conduite par Armando Emilio Guebuza et celle de la Renamo dirigée par Raoul Manuel Domingos à Rome le 18 octobre 1991, en présence des 4 médiateurs (Mario Rafaelli, Jaime Gonçalves, Andrea Riccardi, Matteo Zuppi). Dans les clauses des ce protocole I sur les principes fondamentaux, le gouvernement dirigé par le Frelimo s'engagea d'adopter et d'appliquer

[54] ACCORD D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU BURUNDI. Annexes: Réserves faisant partie intégrante de l'accord et devant continuer à être négociées

[55] Les 7 protocoles qui vont être développés dans les pages suivantes sont tirés du livre bleu des Nations Unies, Volume V, Les Nations Unies et le Mozambique (1992-1995), 1995, pp. 113 à 130

les lois en vigueur qui étaient à l'encontre des dispositions des dits protocoles.

De son côté, la Renamo s'engagea à s'abstenir d'engager toute lutte armée et à mener plutôt un combat politique conformément aux conditions arrêtées dans l'accord général de paix. Parallèlement à cet accord mozambicain, la chapitre III sur le cessez-le-feu permanent au Burundi dans son article 25.1.C de l'accord d'Arusha stipulait qu'il y avait arrêt des hostilités dans les quarante huit heures qui allaient suivre la signature de l'accord. Ainsi, conformément à cet article il devait s'en suivre cessation des tous les actes de violence contre la population civile, exécution sommaires, torture, harcèlement, détention et persécution des civils sur la base de leur origine ethnique.....[56]

Dans le protocole I mozambicain, le Frelimo accepta à ne plus faire obstacle aux voyages et contacts extérieurs que la Renamo devait réaliser dans le cadre des négociations de la paix. Enfin, les deux parties se mirent d'accord pour la création d'une commission qui se chargea de veiller au respect des dispositions de l'accord général de paix. Elle fut composée de représentants du Frelimo, ceux de la Renamo ainsi que des représentants des l'Organisation des Nations Unies.

4.3.2 Protocole II : Critères et dispositions pour la formation et la reconnaissance des partis politiques

Un mois après, c'est-à-dire le 13 novembre 1991, la composante de la délégation du protocole I se réunit à Rome. A l'issue de leurs négociations, les parties en négociation se convinrent de la nécessité de

[56] Ibidem, p. 77

garantir le fonctionnement d'une démocratie pluraliste et de laisser la population exercer le droit d'expression. A la suite de cette deuxième rencontre, les parties acceptèrent les principes suivants:

- *Concernant la nature des partis politiques, ces derniers devaient être des groupements à vocation nationale indépendants et dont l'objectif principal était de donner une expression démocratique à la volonté populaire. Pour ce, ces partis politiques ne devaient pas être des associations dont l'objectif était de promouvoir les intérêts d'une classe de citoyens donnés. Qu'en est-il de l'accord d'Arusha sur les partis politiques au Burundi. Dans son chapitre premier sur les principes constitutionnels de la constitution (Article 4 point 4), les partis politiques devront répondre aux principes démocratiques et être ouverts à tous les burundais. Ils ne devront pas prôner la violence et la haine basées sur l'appartenance ethnique, l'origine régionale ou la religion*[57].

- *Dans leur formations, leurs structures et leur mode de fonctionnement, les partis politiques devront observer les principes généraux ci-après en vue d'exercer un contrôle sur leurs activités. Ils devront défendre les intérêts nationaux et patriotiques. Mais aussi, l'affiliation à un parti politique devra être un acte volontaire exprimant la liberté de tout citoyen.*

- *Les parties convinrent que, immédiatement après la signature de l'accord général de paix, la Renamo allait commencer à exercer ses activités en tant que parti politique. Pour conclure ce protocole II, les*

[57] Ibidem, p. 30

deux parties convinrent d'établir par le dialogue et la concertation à la bonne application du présent protocole.

4.3.3 Protocole III: Principes de la loi électorale

Ce protocole fut signé le 12 mars 1992 en présence de la délégation du gouvernement de la république du Mozambique, de la délégation de la Renamo et des quatre médiateurs. Il énonçait les principes généraux qui devaient guider l'établissement de la loi électorale. Les parties convinrent que, la loi électorale devait être établie par le Gouvernement, en consultation avec la Renamo et tous les autres partis politiques. Grosso modo, ce protocole sur les principes de la loi électorale relatait les procédures électorales devant aboutir à un système d'élection démocratique pluraliste. Il englobait 3 principes généraux:

- *La loi électorale établit un système électoral conforme aux systèmes de suffrage direct, universel, secret et individuel. Pour le Burundi, l'accord de paix d'Arusha a prévu dans le chapitre premier sur les principes constitutionnels de la constitution que les élections seront libres, transparentes et régulières conformément à la loi électorale.*

- *Les élections à l'Assemblée de la République et à la Présidence de la république se sont tenues simultanément. Tandis que pour les accords d'Arusha devant emmener le Burundi à la paix durable, les élections seront organisées de manière impartiale aux niveaux national, des communes et des collines, ainsi qu'à d'autres niveaux qui seront fixés par la constitution post-transition*[58].

[58] Ibidem, p. 31

- *Les élections démocratiques au Mozambique se sont déroulées dans l'année qui a suivi la date de la signature de l'accord général de paix. Cette période pouvait être prolongée si l'on déterminait que certaines circonstances empêchaient leur déroulement.*

Avant de clôturer ce protocole, les deux parties se mirent d'accord d'inviter en qualité d'observateurs l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'Unité Africaine afin d'assurer le maximum d'impartialité lors des élections. Elles se sont convenues également qu'il est nécessaire de demander une aide technique et matérielle à ces deux organisations internationales afin de faciliter le processus de paix.

4.3.4 Protocole IV: L'analyse des questions militaires

Huit mois plus tard, exactement le 4 octobre 1992, la délégation du Mozambique, celle de la Renamo et les 4 observateurs signèrent le protocole IV. Cette fois-ci, il s'ajouta un autre groupe d'observateurs composé des membres de l'Organisation des Nations Unies, des gouvernements des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni et du Portugal. Ils examinèrent ensemble la question cruciale concernant la formation de la future armée mozambicaine. Ce sont les FADM (Forces de Défense du Mozambique).

Les FADM avaient comme mission la défense de la souveraineté et de l'indépendance du pays. Elles étaient également chargées de fournir une aide dans les situations de crise provoquées dans le pays (catastrophes naturelles, appuis à la construction.....). Selon toujours ce protocole, elles devaient être non partisanes et composées de

personnel de carrière, qualifié et compétent. Il serait aberrant de trouver des similitudes de fond entre les deux mouvements (Renamo et la rébellion burundaise).

Tout d'abord, l'opposition hutu qui a pris les armes contre le pouvoir en place dit qu'elle lutte pour une ethnie puisqu'elle vise la libération du peuple hutu comme l'indique l'acronyme de l'un de ces mouvements (PALIPEHUTU, Parti pour la Libération du Peuple Hutu). Cette ethnie est-elle vraiment écartée comme le prétend les dirigeants de ce mouvement? La Renamo elle, a pris les armes contre Maputo non pas pour des causes ethnique ou régionale mais pour des raisons idéologiques. Ce mouvement était soutenu par les occidentaux et particulièrement par la République Sud-Africaine. Ensuite, la violence perpétrée par la rébellion burundaise est de haine ethnique et le moyen d'accéder aux postes supérieurs du pays.

Il est également à signaler que les FADM sont constituées de manière à exclure toute forme de discrimination ethnique. Serait-il le cas pour la future armée du Burundi qui naîtra des négociations d'Arusha? Force est de constater que cette "armée d'Arusha" n'aura rien de nationaliste puisqu'elle aura des connotations ethniques non voulue ailleurs. Ainsi, à l'article 16 point 1[59] sur la question des équilibres au sein des corps de défense et de sécurité, les critères suivants sont utilisés pour déterminer les corps de défense et de sécurité de la future armée nationale du Burundi:

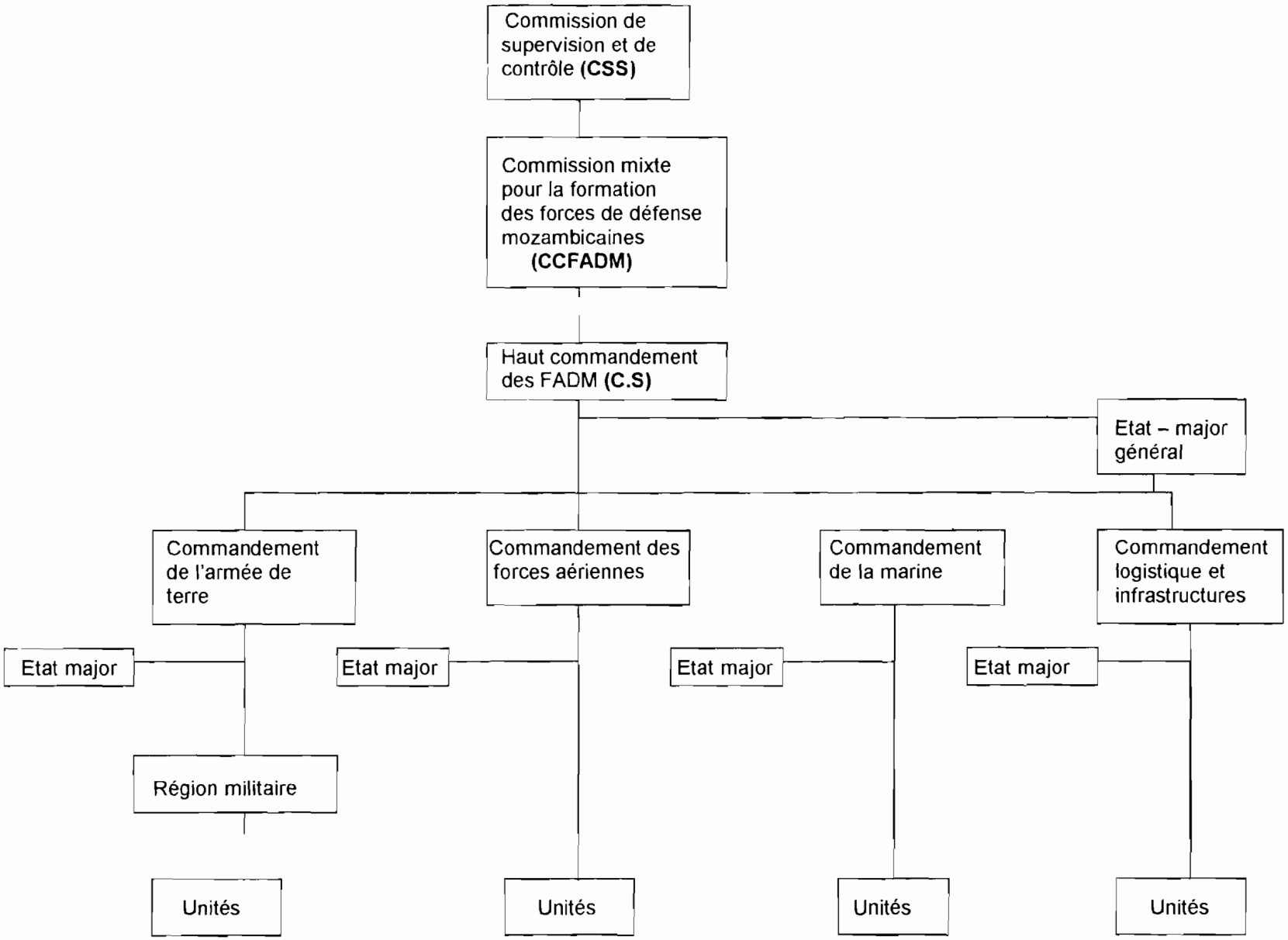
a) Les critères politiques

b) Les critères ethniques

c) *Les critères régionaux.*

[59] Ibidem, p. 72

LA STRUCTURE HIERARCHIQUE DES FADM



Source : Livre des Nations Unies, Volume V.
Les Nations Unies et le Mozambique (1992 – 1995). Département de l'information des Nations Unies, p. 124, New York, 1995.

Commentaire du schéma

- La commission mixte pour la formation des forces de Défense du Mozambique (CCFADM) était chargée de conduire le processus de formation des FADM et fonctionnait sous l'autorité de la CSC.

- Les FADM étaient placées sous les ordres d'un commandement suprême (CS) subordonné à la commission mixte. Cette dernière est composée de membres représentants les FAM (Forces Armées Mozambicaines) et ceux de la RENAMO.

- Le Haut Commandement des FADM (Forces de Défense du Mozambique) était secondé par un état-major général dont les officiers généraux étaient proposés par la commission mixte et qui étaient approuvés par la CSC (Commission de Supervision et de Contrôle).

- Le Commandement Suprême des FADM avait sous ses ordres les états-majors des trois armées (armée de terre, armée de l'air et la marine) ainsi que le commandement de la logistique. Le service logistique des FADM était le même pour les trois armées. Ainsi, était né un commandement de la logistique et des infrastructures qui était directement sous les ordres du Haut Commandement des FADM.

- La stricture de l'armée de terre comprenait les régions militaires placées sous l'autorité directe du commandant en chef de l'armée de terre. Les fonctions de ce dernier pouvaient comprendre la formation et la préparation des forces.

Chaque région militaire était sous le commandement d'un officier général. Le quartier général des régions militaires était choisi sur proposition de l'état-major de l'armée de terre.

- L'armée de l'air était formée en fonction des qualifications et compétences du personnel des forces aériennes des FAM et des forces de la Renamo. Pour la marine, les mêmes critères pris pour l'armée de l'air ont été appliqués.

4.3.4.1. La restructuration des forces de police

Lors de ces négociations, les parties se mirent d'accord pour la constitution de la Police de la République du Mozambique (P.R.M). Elle devrait se garder de toute considération partisanne ou de rang social. La P.R.M devrait agir avec impartialité et en toute indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques. Ses tâches fondamentales étaient de faire respecter et protéger la loi, de maintenir l'ordre public et enfin de garantir l'existence d'un climat de stabilité et d'harmonie sociales.

Afin de s'assurer que les actes de la PRM n'aient pas des effets d'atteints aux droits politiques des citoyens, il fut crée une commission nationale des affaires de police (COMPOL). Elle était composée de 21 membres. Ces derniers offrirent des garanties d'indépendance face à tous les partis politiques. Le COMPOL avait tous les pouvoirs pour enquêter sur toute affaire se rapportant à l'action de la PRM. Enfin, il devait présenter systématiquement à la CSC des rapports sur ses activités. Qu'en est-il de la future police nationale issue des négociations d'Arusha?

Elle comprendra les membres de l'actuelle police nationale, les combattants des partis et mouvements politiques ainsi que tous les citoyens remplissant les conditions requises.
Ces conditions sont entre autres n'être pas reconnue coupable d'actes de génocide et de participation au coup d'Etat du 21 octobre 1993. Comme les corps de défense et de sécurité, la police nationale ne compte pas plus de 50% de membres appartenant à un groupe ethnique particulier, compte tenu de la nécessité d'assurer l'équilibre ethnique et de prévenir les actes de génocide et les coups d'Etat.

4.3.4.2. La réinsertion des éléments militaires démobilisés

Sur décision deux parties respectives, il était stipulé que quelques éléments militaires faisant partie de la Renamo et des FAM (Forces Armées Mozambicaines) allaient être démobilisés et devraient retourner à toutes fins à l'état de civils. Cette tâche fut confiée à la C.C.F (Commission du Cessez-le-feu) et dont la mission principale était de rendre effectif le processus de la démobilisation. Elle était composée de représentants du gouvernement, de la Renamo, des pays invités et de l'Organisation des Nations Unies. Il fut décidé que la CCF sera présidée par l'ONU. Seule l'ONU devrait apporter son concours à la surveillance du processus de démobilisation dans sa totalité

Il fut également crée une commission de réinsertion (CORE) dont la mission principale était de rendre effective la réinsertion économique et sociale des militaires démobilisés. Elle permit d'accomplir les tâches de planification, de formation technique et professionnelle des éléments démobilisés. Pour clore ce point, les parties s'entendirent sur

l'expression *"militaire démobilisé"*. Ce dernier aura fait partie des FAM ou des forces de la RENAMO, aura remis armes et documents en sa possession et enfin aura reçu le certificat de démobilisation.

Dans l'accord de paix d'Arusha pour le Burundi, est également prévu la *"démobilisation"*. En son article 21 points 2 et 3 du protocole III (paix et sécurité pour tous), l'accord détermine que:

- *Le passage de guerre à la paix exige une démobilisation dans les corps de défense et de sécurité, de même que pour les combattants des partis et mouvements politiques*[60].

Ainsi, les critères et un programme de démobilisation sont prévus dans les clauses de l'accord d'Arusha. Seront donc démobilisés tous les volontaires, tous les éléments handicapés ou invalides, les indisciplinés, ceux qui ont un niveau d'instruction jugé médiocre. Mais aussi les éléments qui seront touchés par un processus de rationalisation visant à constituer des corps de défense et de sécurité efficaces. Comme pour le cas mozambicain, il sera mis en place un organe chargé de la réinsertion socioprofessionnelle. La communauté internationale sera interpellée pour qu'elle apporte son assistance. Egalement, une attestation sera délivrée aux éléments démobilisés[61].

4.3.5 Protocole V: Les garanties

Les mêmes délégations qui avaient paraphés et signés les protocoles antérieurs, se rencontrèrent de nouveau à Rome le 4 octobre

---

[60] Ibidem, p. 74
[61] Ibidem, p. 75

1992 pour analyser ensemble le protocole V concernant les garanties. Elle se convinrent que les élections de l'Assemblée de la république et à la Présidence de la République auraient lieu simultanément, un an après la date de signature de l'accord général de paix. Il était prévu de mettre en place la commission électorale nationale dans les 60 jours qui allaient suivre le jour du cessez-le-feu. Ce dernier par convention fut appelé "Jour E". Le gouvernement en consultation avec la Renamo et les autres partis agréés par l'Etat rédigèrent la loi électorale. Les principaux traits de cette loi électorale étaient les suivants:

- *Dans les 60 jours qui allaient suivre la signature de l'accord général de paix, le gouvernement et la Renamo s'accordèrent sur les observateurs à inviter à venir assister au processus électoral*

- *La campagne électorale devrait débuter 45 jours avant la date des élections*

- *La campagne devrait s'achever 48 heures avant le début du scrutin*

- *Une fois élue, l'Assemblée de la République devrait entrer en fonction 15 jours après la publication des résultats des élections. Les résultats des élections seraient publiés au plus tard huit jours après la clôture du scrutin.*

- *L'investiture du Président de la République élu devrait avoir lieu une semaine après l'entrée en fonction de l'assemblée de la République.*

4.3.6 Protocole VI: Le cessez-le-feu

A la même date de l'analyse du protocole V c'est-à-dire le 4 octobre 1992, les mêmes délégations se penchèrent sur la question du cessez-le-feu qui comprenait la cessation du conflit armé, le calendrier des opérations de cessez-le-feu, la libération des prisonniers. La tâche du cessez-le-feu incombe à la C.C.F (Commission du Cessez-le-Feu) lui même relevant de la C.S.C (Commission de Supervision et de Contrôle).

Il était convenu que la cessation du conflit était un processus irréversible qui devait être mené sur l'ensemble du territoire national du Mozambique. Ainsi, à partir du fameux Jour E, les deux parties allaient s'abstenir de toute opération militaire et d'occuper de nouvelles positions. Pour mieux accomplir leur mission, la CCF et le personnel de l'Organisation des Nations Unies jouissait d'une liberté de déplacement sur tout le territoire du pays. Ils pouvaient donc vérifier efficacement la séparation et le regroupement des deux forces. C'est cette façon que les éléments des deux forces ont pu être regroupés dans les casernes et les bases militaires prévues par l'Organisation des Nations Unies.

Ainsi, ce fut l'ONU qui allait assurer toutes les opérations militaires au Mozambique. Pour ce, l'opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) sortit les listes de lieux de rassemblement des FAM (29 points de rassemblement) et ceux de la Renamo (20 points). Qu'en est-il de l'accord d'Arusha?

La spécificité du Burundi réside en ce que après la signature de l'accord , les combattants des mouvements politiques ainsi que les forces armées burundaise seront placés sous l'autorité du gouvernement de

transition. L'article 14 sur la composition des corps de défense et de sécurité stipule que:

- *Un comité technique comprenant des représentants des forces armées et des combattants des partis et mouvements politiques, ainsi qu'un groupe de conseillers et d'instructeurs extérieurs sera établi sur décision du gouvernement, pour appliquer les modalités de mise en place de la force de défense nationale*[62].

Au Mozambique, tous les déplacements des forces rassemblées étaient surveillés et coordonnés par l'Organisation des Nations Unies. Cependant, chaque lieu de rassemblement assurait sa propre sécurité sur un rayon maximum de 5 kilomètres. En ce qui concerne la question de la libération des prisonniers, le Comité International de la Croix-Rouge s'entendit avec les parties des modalités du processus de libération des prisonniers.

4.3.7 Protocole VII: La conférence des donateurs

Les deux délégations se reconnaissant compatriotes et membres de la grande famille mozambicaine estimèrent nécessaire de mettre de côté ce qui les divisait et de consacrer en priorité leur attention à ce qui pouvait les unir.
Dans un esprit de la compréhension et d'entente mutuelles, elles jugèrent bon de se réunir à nouveau à Rome en présence des mêmes observateurs en vue de signer le protocole sur la "conférence des donateurs".

---

[62] Ibidem, p. 70

Elles se convinrent de demander au gouvernement italien de réunir une conférence de pays et d'organismes donateurs pour financer le processus électoral. Mais aussi, ils souhaitèrent que les actions d'urgence et de réinsertion des personnes déplacées et des membres démobilisés des forces armées soient financées par la même conférence des donateurs. Pour terminer cette rencontre, les deux délégations demandèrent que sur le montant des fonds qui allaient être fournis, une part appropriée soit mise à la disposition des partis politiques pour financer leurs activités.

Les deux délégations en présence des représentants de la communauté internationale s'engagèrent à appliquer dans l'ordre les termes de ces 7 protocoles ci-haut cités. En effet, elles s'entendirent que toute violation constatée par le Comité de Supervision et de Contrôle (CSC) allait être communiquée à la communauté internationale. Avant de clôturer cette conférence des donateurs pour le Mozambique, les présidents Joaquim Alberto CHISSANO (Frelimo) et Afonso Marcelo DHLAKAMA (Renamo) s'engagèrent dans une déclaration commune à:

1. *Garantir les conditions propres à assurer une liberté politique totale, selon les principes démocratiques reconnus par la communauté internationale.*

2. *Garantir la sécurité individuelle de tous les citoyens mozambicains et de tous les membres des partis politiques.*

3. *Accepter que l'Organisation des Nations Unies participe à la vérification et au contrôle de l'application de l'accord général de paix,*

sous le mandat de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ).

4.4. Mise en vigueur de l'accord

En mars 1993, le Secrétaire Général de l'ONU, M[r] Boutros Ghali désigna comme son représentant spécial dans la résolution pacifique du conflit mozambicain M[r] Aldo Ajello. Ce dernier et une équipe de 21 observateurs militaires arrivèrent au Mozambique le 15 octobre 1992, jour de l'entrée en vigueur de l'accord. Le 20 octobre, la même équipe d'observateurs militaire fut déployée dans les zones contrôlées par la Renamo (provinces de Nampula et Beira). Ensuite, elle supervisa le retrait des troupes étrangères du Mozambique, aspect important de l'accord que la Renamo exigea avant d'entamer le cessez-le-feu.

Cependant, quelques mois après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, d'importantes violations furent signalées dans diverses régions du pays. Le Représentant Spécial de l'ONU M. Aldo Ajello pria les deux parties de s'abstenir de toute opération militaire et de chercher à régler leurs différends par la négociation. Le 27 octobre 1992, le Conseil de Sécurité était préoccupé par les informations faisant état de graves violations du cessez-le-feu.
Il avait appelé les parties à mettre fin à ces comportements, en leur demandant de coopérer avec le Représentant Spécial.

4.5. Le plan des opérations de l'ONU

Pour le Secrétaire Général de l'ONU M. Boutros Ghali, le plan des opérations qu'il avait présenté au Conseil de sécurité tenait d'abord en

considération la taille du pays, l'effondrement de ses infrastructures, la sécheresse, sans oublier les ravages causés à son économie par la guerre. Aussi, il était convaincu qu'il ne serait pas possible de créer au Mozambique les conditions d'une bonne consultation électorale si la situation militaire n'était pas maîtrisée. L'accord de paix ne serait applicable que si les parties mozambicaines s'employaient résolument à respecter leurs engagements.

Dans son rapport du 3 décembre 1992 qu'il avait présenté au Conseil de Sécurité pour la création et la mise en place de l'ONUMOZ, Boutros Ghali avait déclaré:

> *"Sur base d'expériences récentes dans d'autres pays comme l'Angola, on pourrait penser que les recommandations contenues dans le présent rapport invitent la communauté internationale à prendre un risque. Je crois pour ma part que ce risque mérite d'être pris, mais je ne puis dissimuler son existence"*[63].

Le 16 décembre 1992, le Conseil de sécurité avait adopté sa résolution 797 portant création de l'ONUMOZ avec un mandat courant jusqu'au 31 octobre 1993. Le même Conseil de Sécurité demanda au gouvernement mozambicain et à la Renamo de coopérer pleinement avec l'ONU et de respecter ensemble des engagements qu'ils avaient pris dans l'accord. C'est ici où réside la spécificité de l'accord mozambicain par rapport à l'accord d'Arusha. Cela parce que toutes les parties de l'accord mozambicain avaient directement mis l'accord en marche sans réserves. Il est à signaler que l'accord d'Arusha comporte

[63] LES CASQUES BLEUS, Op.cit, p. 311

des réserves faisant partie de l'accord mais devant continuer à être négociées. Ainsi, en attendant l'adoption définitive des compromis sur ces réserves, les clauses de l'accord d'Arusha restent inapplicables. Parmi ces réserves, les plus saillants restent l'arrêt des hostilités et le leadership de la transition.

Au Mozambique où l'accord fut paraphé et signé sans réserves, le plan au retour de la paix immédiate fut attribué à l'ONUMOZ. Ce plan comprenait quatre volets:

1. *Politique*
2. *Militaire*
3. *Electoral*
4. *Humanitaire*

Pour l'ONUMOZ, le principe opérationnel de ces 4 volets devrait être interdépendants. Pourquoi donc une nécessité d'interdépendance? Primo, selon les experts de l'ONUMOZ, si l'aide humanitaire était insuffisante notamment alimentaire, les conditions de sécurité risquaient de se dégrader.
Secundo, si la protection militaire était insuffisante, les secours humanitaires ne pourraient atteindre leurs destinataires. Tercio, si les progrès politiques étaient insuffisants, la confiance indispensable au désarmement ne pourrait s'instaurer. Quatro, les préparatifs électoraux exigeaient que l'on démobilise rapidement les nouvelles forces armées, faute de quoi le scrutin ne pouvait se déroulait normalement[64].

[64] ibidem, p. 312

Le Commandant de la Force de l'ONUMOZ était un général de l'armée brésilienne, M[r] Lélio Gonçalves Rodrigues da Silva. Il fut nommé avec l'accord du Conseil de Sécurité le 14 février 1993. Dès le début de son fonctionnement, l'ONUMOZ connut des difficultés et obstacles. Ainsi par exemple, la Renamo exigeait que le regroupement des troupes ne commencerait pas tant que 65% des casques bleus ne seraient pas sur place. Aussi, d'autres contretemps et difficultés politiques provoquèrent de retards dans la mise en application de l'accord global de paix.

Heureusement, grâce à la détermination de l'ONUMOZ et surtout des pays limitrophes comme le puissant voisin sud-africain beaucoup de difficultés furent aplanies. Comme tout un chacun le sait, la Renamo dépendait financièrement et militairement de la R.S.A. Ce dernier mit sa pression et contraint Dhlakama à appliquer et à respecter le cessez-le-feu. Ici, on relève le rôle prépondérant de Prétoria dans le conflit mozambicain. C'est exactement ce qui manque dans le conflit burundais. En effet, certains voisins du Burundi (Tanzanie, Congo Démocratique...) appuient toujours la rébellion hutu du Burundi.

Pour ce, il est bien visible que tant que les voisins ne cessent de soutenir cette rébellion selon les clauses d'Arusha, l'accord de paix au Burundi ne sera jamais applicable.

Au Mozambique, dès le mois de mai 1993, l'ONUMOZ avait déjà terminé son déploiement. A ce succès s'ajouta le 10 mai 1993 la création d'un fond spécial qui devait permettre d'aider la Renamo à se transformer en entité politique. Aussi, l'action humanitaire devint massive, marquée par une très forte reprise de retour de réfugiés et de déplacés. Comme convenu, le retrait des troupes étrangères

(zimbabwéennes et malawites) fut réalisé par l'ONUMOZ. Pour faciliter les tâches dans les futurs domaines d'action de l'ONUMOZ, un accord sur le statut des forces fut conclu entre l'ONU et Maputo.

Un calendrier de mise en œuvre des dispositions plus réaliste fut établi par Boutros Ghali. Mais avant de dresser ce calendrier le Secrétaire Général donna à l'ONUMOZ la présidence de la commission mixte pour la formation de la Force de Défense du Mozambique (FADM). Le fameux calendrier prenait pour point de départ les travaux des commissions mixtes dès le 3 juin 1993, et aboutissait 16 mois plus tard aux élections d'octobre 94.

Le rassemblement et la démobilisation des deux forces (Frelimo et Renamo) se réalisèrent par étapes sur une échéance de neuf mois. La moitié de soldats démobilisés retournèrent à la vie civile avant janvier 1994. Environ 30.000 soldats furent incorporés dans les FADM. Les soldats qui n'étaient pas incorporés dans les FADM commencèrent à rentrer dans leurs foyers dès octobre 1993, afin qu'ils puissent s'inscrire sur les listes électorales.

Au Burundi, il est également prévu selon les accords d'Arusha un processus de démobilisation. Ainsi, le passage de la guerre à la paix va exiger une démobilisation dans les corps de défense et de sécurité, de même que chez les combattants des partis et mouvements politiques. Un comité technique sera chargé d'élaborer les modalités de démobilisation. Ainsi, lorsque la crise sera terminée, il faudra procéder à la démobilisation et à la réinsertion socioprofessionnelle des démobilisés. Ce programme de démobilisation coûte très cher, c'est pour

cela que le Burundi devra recourir à la communauté internationale pour réussir ce pari[65].

Voici quelques critères qui seront suivi dans le programme de démobilisation au Burundi[66]:

- *Une approche intégrée qui inclura entre autres l'aide matérielle, l'aide à la réinsertion professionnelle et l'aide à la réinstallation.*

- *Une intégration économique qui sera basée sur l'éducation et la formation professionnelle. Mais aussi des programmes de crédits et des activités génératrices de revenus à l'égard des démobilisés.*

- *Facilitation d'intégration des démobilisés dans leurs familles et communautés.*

4.6. Rencontres directes entre les deux présidents

Boutros Boutros Ghali exhorta les deux parties à passer du dialogue à des relations suivies et pragmatiques, de manière à faire aboutir le processus de paix. Face à cette demande, des rencontres directes entre le Président CHISSANO et le Président DHLAKAMA furent organisées. A l'issue de ces rencontres, les deux Présidents acceptèrent que la date butoir des élections soit fixée à octobre 1994.

Dans la même continuité de ces rencontres, deux grands accords furent conclu par les deux parties. Dans le premier, le gouvernement et la Renamo acceptèrent de placer sous l'administration de l'Etat toutes

[65] ACCORD D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU BURUNDI, Op. Cit, p. 142
[66] Idem, pp. 142-143

les zones que la Renamo avait investies. Dans le second, relatif à l'impartialité de la police, les parties demandèrent à l'ONU de superviser toutes les fonctions de police dans le pays. En effet, le contingent de police de l'ONU qu'il était question de faire venir dans le pays devait vérifier que toutes les activités de police étaient conforme à l'accord général de paix. Enfin, les deux parties en collaboration avec d'autres formations politiques furent exhortées par le Conseil de Sécurité à élaborer un code électoral.

Lors de sa visite au Mozambique (du 17 au 20 octobre 1993), Boutros Boutros Ghali rencontra les deux Présidents (Chissano et Dhlakama) ainsi que les dirigeants des autres partis politiques. Il profita de cette occasion pour annoncer à la communauté internationale un progrès marquant sur la voie de la paix.
En effet, Chissano et Dhlakama étaient parvenus à s'entendre sur divers points importants (démobilisation des forces protagonistes, désarmement en parallèle des forces paramilitaires, composition de la commission électorale nationale).

4.7. La résolution pacifique du conflit

Avant d'entamer ses activités opérationnelles dans tout le pays, l'ONUMOZ s'était d'abord penchée sur la question de la sécurité des couloirs et des routes principales (Beira, Limpopo, Nampula et la Nationale$_1$). Cette sécurité fut assurée par les escortes que l'ONU fournissait aux convois routiers et ferroviaires. L'ONUMOZ gardait également les stations de pompage d'eau et les aéroports sans oublier son quartier général. Pour mieux assurer la préparation des élections, il fallait une aide urgente à l'ONUMOZ dans la préparation d'une armée

unifiée. Ainsi, les pays comme la France, et le Portugal aidèrent dans la formation des instructeurs de la nouvelle armée. Il est à signaler que les FADM étaient composées de 55% des forces gouvernementales et de 81% des soldats de la RENAMO.

La France, le Portugal et le Royaume-Uni envoyèrent 540 officiers des deux parties au Centre d'Instruction de Nyanga au Zimbabwe. Ces officiers aidèrent à former des soldats d'infanterie dans les centres d'instruction du Mozambique. Les mêmes pays assurèrent la formation des unités de la nouvelle armée unifiée. La commission mixte en collaboration avec l'ONUMOZ approuvèrent des documents concernant l'organisation des FADM. Mais aussi leurs tenues, les insignes de grade et l'entraînement des soldats.
Le général Lados Lidimo (gouvernement) et le général Mateus Ngonhamo (Renamo) étaient les codirigeants des FADM.

Vu que la situation politique avait évolué au Mozambique, Boutros Ghali jugea bon que le contrôle des activités de la police prenne le pas sur celui du respect de l'accord de paix. Pour ce, l'ONUMOZ entama la création d'une composante de police civile de 1.114 personnes[67]. La résolution 898 du Conseil de Sécurité adopta la constitution de cette composante de police. La mission de la composante de police civile (CIVPOL) de l'ONUMOZ était de contrôler toutes les activités de la police mozambicaine. Elle devait s'assurer du respect des droits civils et des libertés des citoyens. Mais aussi, la CIVPOL surveillait le bon déroulement de la campagne électorale et veillait au respect des droits politiques.

[67] LES CASQUES BLEUS (Opérations de maintien de la paix des Nations Unies), 1996, Op. Cit, p. 315

4.7.1 Evolution du processus de paix

Au début de l'année 1994, aucune activité militaire des deux parties ne menaça l'ensemble du processus de paix. En effet, les 49 zones de regroupement prévues étaient opérationnelles. Le 18 avril 1994, 12.756 soldats au total (12.195 pour le gouvernement et 561 pour la Renamo) avaient été transportés jusqu'au district de leur choix. Soit donc 20% des forces gouvernementales et 3% des soldats de la Renamo. Tandis que le programme de formation de la nouvelle armée mozambicaine avait permis d'entraîner près de 20.000 hommes[68].

Dans le même mois d'avril, le Président Chissano annonça au peuple mozambicain et à la communauté internationale que les élections générales allaient se tenir les 27 et 28 octobre 1994. Dès cette annonce, la commission électorale nationale commença à siéger. Et à la fin du mois d'avril ses 10 bureaux de province étaient en place. En même temps, le secrétariat technique de l'administration électorale entra en activité et le décret qui lui donnait officiellement naissance apparut le 29 avril.

Concernant la question des réfugiés et des déplacés, une nette évolution fut également visible. Leur réinstallation avait considérablement avancé. En effet, l'ONUMOZ et d'autres organismes compétents sont venus aidèrent plus d'un million de personnes déplacées. Près de 800.000 réfugiés étaient en attente d'accueil. Vu le programme surchargé de l'ONUMOZ et son délais un peu court, Boutros Boutros Ghali recommanda de proroger jusqu'au 31 octobre 1994 le mandat de l'ONUMOZ. Mais aussi, il informa le Conseil de Sécurité la

[68] Idem, p. 315

décision de nommer le général Mohamed Abdus Salam (Bangladesh) en remplacement du général Rodrigues da Silva (Brésil) à la tête de la force de l'ONUMOZ. Nomination qui prit effet le 23 mars 1994.

4.7.2 La campagne électorale

Avant la campagne électorale de 1994, on estimait l'électorat mozambicain à 8,5 millions de votants selon les derniers chiffres du recensement réalisé en 1980. Cependant la commission électorale nationale l'avait révisé à la baisse et sur le total de 7.894.850 électeurs[69], plus des trois quarts avaient déjà été inscrits au 22 août 1994. En plus, un fonds d'affectation spéciale avait été créé pour aider les partis politiques à s'organiser.

Environ 75% des personnes déplacées avaient été réinstallées et on attendait plus de 342.000 réfugiés avant la fin de la campagne. Ce programme humanitaire facilita l'effort de réconciliation nationale. Mais aussi, le taux de criminalité dans les grandes villes et dans les campagnes diminua grâce aux patrouilles de l'ONUMOZ dans certaines localités. Pour ce, Boutros Boutros Ghali annonça au Conseil de Sécurité en date du 21 octobre 1994 que le Mozambique était prêt pour un scrutin libre et régulier comme c'était prévu dans l'accord de paix.

Face à ce nouveau événement, plus de 75.000 soldats avaient été démobilisés dont 10.000 incorporés dans la nouvelle armée unifiée. Environ 112.000 armes avaient été récupérées parmi les forces des deux parties. Ainsi, le Conseil de sécurité était convaincu que les conditions nécessaires étaient réunies pour que les élections libres se

[69] Ibidem, p. 317

tiennent les 27 et 28 octobre 1994 sous un contrôle national et international. Le même Conseil de Sécurité lança un appel au peuple mozambicain et aux chefs des partis politiques pour que la campagne électorale puis le scrutin se déroulent "dans le calme et sous le sceau de la pondération" pour que les jours de scrutin et la période post-électorale soient caractérisés par l'absence des violences. Il rappela aussi aux partis politiques que l'accord général de paix leur faisait obligation de respecter les résultats du scrutin.

4.7.3 L'appel au boycot par la RENAMO

A la veille des élections, il y avait 2.300 observateurs de la communauté internationale (dont 900 de l'ONUMOZ) pour suivre et contrôler les élections dans tout le pays. Plusieurs institutions (OUA, Union Européenne.....) avaient dépêché leurs propres équipes d'observateurs sur place. Mais à la surprise générale, dans la journée du 26 octobre toute l'opération fut mise en péril par une déclaration du Président de la Renamo qui, invoquant des irrégularités, annonçait qu'il se retirait. Le Conseil de Sécurité lança directement un appel au parti Renamo pour qu'il reconsidère sa décision. De son côté, Boutros Boutros Ghali souligna que les parties devaient respecter leurs engagements. Tandis que le Représentant Spécial le général Mohamed Abdus Salam entra directement en relations avec M. Dhlakama pour résoudre la crise.

Presque tous les présidents de l'Afrique australe recommandèrent à M. Dhlakama pour qu'il reconsidère sa décision et qu'il fasse recours à la commission électorale nationale.

Le 28 octobre 1994, le Président de la Renamo modifia sa position et décida de participer au scrutin face à la pression de la communauté internationale. Suite à son comportement, la période électorale fut prolongée d'un jour, jusqu'au 29 octobre. Ce qui allait permettre à tous les électeurs d'exercer leurs droits.
Mais aussi, la commission électorale nationale en collaboration avec l'ONUMOZ s'engagèrent à vérifier toutes les plaintes déposées par la Renamo et certains petits partis (Patrido Democrático de Mozambique et l'uniâo Democrático).

4.7.4 Le scrutin

A la date du scrutin, les observateurs de l'ONUMOZ enregistrèrent une forte participation des électeurs malgré l'appel au boycot par la Renamo. Ils ne constatèrent aucune irrégularité dans les bureaux de vote et les observateurs de la Renamo étaient présents dans tous les bureaux. Selon la déclaration du général Mohamed Abdus Salam, l'opération s'était déroulée dans une atmosphère paisible. Ainsi, dans certaines provinces plus de 90% de l'électorat avait participé à la consultation. Les observateurs de l'ONUMOZ indiquèrent qu'ils ne relevèrent aucune plainte et aucun acte d'intimidation.

Pendant le dépouillement, les observateurs internationaux en collaboration avec l'ONUMOZ étaient restés vigilants. Une fois le dénombrement des voix achevé, ils étaient prêts à se prononcer officiellement sur l'équité de l'ensemble de l'opération. Comme convenu dans l'accord de paix, la proclamation des résultats devait avoir lieu quinze jours après la fermeture des bureaux de vote. Cependant, la commission électorale nationale s'était prononcée le 19 novembre 1994

dans le souci de mieux garantir l'exactitude et la transparence du scrutin. Ceci parce que dans certains chefs-lieux de province des erreurs informatiques compliquèrent le dépouillement.

Mohamed Abdus Salam rendit publique une déclaration selon laquelle le processus électoral avait été caractérisé par l'impartialité et le dévouement. Il déclara que les élections tenues au Mozambique du 27 au 29 octobre 1994 avaient été libres et régulières. Les résultats obtenus étaient les suivants[70]: Le Président sortant, M. Chissano remporta l'élection présidentielle avec *2.633.740* voix soit *53,3%* du total. Le Chef de la Renamo, M. Dhlakama, recueillit *1.666.965* voix soit *33,7%*. Venait ensuite M. Wehia Ripua du Padrido Democrático de Mozambique avec *2,9%* des voix. Au total, *87,9%* des votants inscrits avaient exprimé leur suffrage. Il y avait eu *5,8%* de bulletins blancs et *2,8%* de bulletins nuls.

Aux élections législatives, le Frelimo recueillit le plus de voix, soit *2.115.793* ou *44,3%*. Il fut suivi par la Renamo avec *1.803.506* voix *(37,8%)* et l'Uniâo Democrático avec *245.793* voix *(5,2%)*.
Les *250* sièges du nouveau parlement se répartirent comme suit: Frelimo, *124*; Renamo, *109*; Uniâ Democratiáco, *12*[71].

Boutros Boutros Ghali déclara dans son discours qu'il félicitait le peuple et les dirigeants du Mozambique pour le succès du processus électoral. Il y lançant un appel à tous les mozambicains pour qu'ils entament la tâche de réconciliation nationale et fassent en sorte que la paix et la stabilité règnent désormais dans le pays et dans la région.

---

[70] Ibidem, p. 321
[71] Idem, p. 321

Dans sa résolution 960, le Conseil de Sécurité reconnut la validité des résultats électoraux.

Cependant, il adopta la résolution 957 portant prorogation du mandat de l'ONUMOZ jusqu'à ce que le nouveau gouvernement prenne ses fonctions. Ce fut chose faite puisque le 9 décembre 1994, M. Chissano prit ses fonctions de président. Le nouveau parlement tint sa première session à Maputo le 8 décembre 1994.

Répartition des sièges à la nouvelle assemblée Nationale

Province	*Nombre total de sièges*	*Frelimo*	*Renamo*	*U.D*
1. Maputo (ville)	18	17	1	0
2. Maputo (province)	13	12	1	0
3. GAZA	16	15	0	1
4. Inhambane	18	13	3	2
5. Sofala	21	3	18	0
6. Manica	13	4	9	0
7. Tete	15	5	9	1
8. Zambézie	49	18	29	2
9. Nampula	54	20	32	2
10. Niassa	11	7	4	0
11. Cabo Delgado	22	15	6	1
	250	129	112	9

Source: Livre bleu des Nations Unies, Volume V. Département de l'Information des Nations Unies, 1995, p. 70. Publié par le Département de l'Information des Nations Unies, New-York.

Le mandat de l'ONUMOZ prit officiellement fin à minuit le 9 décembre 1994. Le Représentant Spécial du Secrétaire Général M. Aldo Ajello (Italie) quitta le Mozambique le 13 décembre 1994. A la fin du mois de janvier 1995, les biens de l'ONUMOZ au Mozambique furent définitivement liquidés. Les derniers membres de l'opération qui quittèrent le pays et laissèrent sur place les fonctionnaires de l'ONU chargés de réaliser divers programmes d'aide économique et sociales, afin qu'ils aident le Mozambique à se relever des effets de ses longues années de guerre.

4.8. Le programme humanitaire

En juillet 1992, l'UNOHAC, structure qui permettait au Département des Affaires Humanitaires de l'ONU d'assurer pleinement son rôle de coordination, fut transformé par le Conseil de Sécurité [résolution 797] en composante humanitaire de l'ONUMOZ. Cette dernière bénéficia auprès de la communauté internationale d'environ 650 millions de dollars pour subvenir aux besoins humanitaires des mozambicains. Ce vaste programme mettait l'accent sur quatre points essentiels: la réinsertion, le déminage et autres petits domaines.

Ainsi, l'un des grands objectifs de l'action humanitaire de l'ONUMOZ était d'assurer la réinsertion de tous les Mozambicains. En gros, on prévoyait qu'environ 6 millions de Mozambicains rentreraient dans leur pays (4 millions de personnes déplacées, 1,5 millions de réfugiés et 370.000 soldats démobilisés accompagnés de leur familles)[72].

[72] Ibidem, p. 322

A la fin de l'année 1993, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) estimait que sur 1,5 millions de réfugiés, plus de la moitié étaient rentrés dans le pays, et que 350.000 de plus allaient le faire à leur tour avant la fin de l'année 1994. Les 375.000 restants allaient être rapatriés en 1995. Alors que le HCR s'intéressait aux réfugiés et déplacés, l'UNOHAC (Composante humanitaire de l'ONU) s'occupa du retour des anciens combattants à la vie civile. Il était en collaboration avec le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) dans un projet qui prévoyait des subventions en espèces, des activités de formation professionnelle et de promotion du travail rémunéré à l'intention des soldats démobilisés. Au mois de décembre 1994, alors que le mandat de l'ONUMOZ tirait à sa fin, environ 4,3 millions de personnes étaient retournées dans leur région d'origine.

Le programme humanitaire se pencha également sur la question de déminage. L'ONUMOZ aida au déminage après la signature de l'accord général de paix. Au Mozambique, on estimait à plus de deux millions le nombre de mines dispersés dans tout le pays. Au total, un montant de 11 millions de dollars fut versé à un fond d'affectation spéciale du Département des Affaires Humanitaires.

En 1993, la responsabilité du déminage était sous la responsabilité du PNUD. Ce dernier parvint à mettre en place "un plan national de déminage". Il organisa des opérations visant à dégager 4.000 kilomètres de voies routières, puis il lança des programmes de sensibilisation aux dangers des mines et forma les Mozambicains aux techniques du déminage.

Depuis mai 1994, la relève fut assurée par l'UNOHAC. Il était devenu responsable de la réalisation rapide des objectifs fixés en matière de déminage. Le programme visait à développer les capacités nationales pour que le pays puisse procéder lui-même à ce travail. Le programme de l'UNOHAC avait permis de former 450 Mozambicains constitués en dix équipes de déminage. Ces équipes avaient dégagé environ 40.000 mètres carrés et désamorcé plus de 555 mines. L'UNOHAC avait pu atteindre d'autres objectifs comme la formation des chefs artificiers, de détecteurs, d'infirmiers et de logisticiens. Le programme humanitaire se intéressa aussi aux autres domaines tels que l'enseignement et la santé. Au moment de l'entrée en vigueur de l'ONUMOZ, plus de 80% des écoles primaires mozambicaines étaient soit fermées soit détruites. Avec l'aide du HCR et d'un certain nombre d'ONG, plus de 700 écoles primaires et 450 dispensaires furent construits dans les zones rurales.

Parmi les autres réalisations, on peut citer la construction de 310 centre médico-sanitaires de plus dans le cadre d'un projet du PAM (Programme alimentaire Mondial). Quelque 2.000 puits furent creusés, et avec l'aide de l'UNICEF, l'UNOHAC créa en moyenne un point d'eau pour 500 personnes. Enfin, le PAM collabora avec les autorités locales à la distribution des semences dans tout le pays.

CONCLUSION GENERALE

Au lendemain de l'indépendance du Mozambique en 1975, le destin de ce pays a fort intéressé pour des raisons "géo-politiques" les puissances étrangères et régionales. Le drame mozambicain trouve ses origines dans les divisions coloniales perpétrées par les Portugais. Cette tragédie s'est internationalisé sans nul doute à cause de son contexte régional, mais aussi à cause de l'appui de la jeune nation aux mouvements nationalistes des pays limitrophes. Dans les années 70-80, l'antagonisme Est-Ouest a durement renforcé ce conflit: le Mozambique dans la guerre de libération contre le colonialisme portugais (1964-1975) était soutenu par l'ex-URSS et Cuba. Arrivé au pouvoir en 1975, le Frelimo adopta l'idéologie marxiste-léniniste. Pour cela, le bloc occidental, par le biais de Salisbury et particulièrement de Prétoria chercha la destruction de Maputo (ex-Lourenço Marques).

Après la disparition du bloc socialiste qui mit fin à la guerre froide, la liquidation du gouvernement de Maputo demeura un objectif pour Prétoria. A la fin des années 80, la capitulation idéologique du Frelimo qui opta pour le libéralisme permit au pouvoir de Maputo de retrouver la paix pour le Mozambique. En proie à de nombreuses difficultés socio-économiques, ce dernier fut sommé par les pays de la sous-région, la communauté internationale et les Nations Unies de se réconcilier bon gré, mal gré avec l'opposition armée soutenue en grande partie par l'Afrique du Sud. Dès lors, la communauté internationale consentit beaucoup d'efforts pour ramener à la table de négociation les deux protagonistes, la Renamo et le Frelimo. Parmi ces efforts, signalons particulièrement celui déployé par la Communauté Catholique de

San'Egidio. Sous ses bons offices, les deux parties menèrent des négociations en vue du retour de la paix en décembre 1990,.à l'issu desquelles fut lu un communiqué conjoint convenant qu'il était de leur intérêt commun de mettre fin à la guerre.

Ainsi, grâce aux efforts déployés par les deux belligérants d'abord, l'aide des Nations Unies sous le mandat de l'ONUMOZ a permis au peuple mozambicain de recouvrer la paix. Les deux frères ennemis ont mis à côté ce qui les divisaient et ont pensé aux souffrances des Mozambicains. Pour cela, les facilitateurs dans ce conflit se sont montrés plus fermes à l'égard des deux négociateurs afin d'aboutir à une solution pacifique et durable.

Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet sur l'analyse des conflits en Afrique. Nous ouvrons une piste de recherche pour ceux qui sont intéressés par l'histoire politique en général et sur l'expérience récente de résolution pacifique des conflits en particulier. Dans notre analyse géopolitique, nous nous sommes bornés sur le conflit armé en Afrique australe.
Il serait intéressant de la compléter par d'autres analyses, par exemple celle des conflits de la région des Grands Lacs et en particulier le cas de la R.D.C (République Démocratique du Congo) où s'affrontent plusieurs pays.

BIBLIOGRAPHIE

I. Les ouvrages généraux

1. BOURGES, (H), et HAUTIER, (C), Les 50 Afriques, Tome II, Seuil, Paris, 1980, 187 pages.

2. CAETANO, (M), Les Traditions de la colonisation: Principes et méthodes des Portugais, sans éd, Lisbone, 1977, 172 pages.

3. CHALIAND, (G), Atlas stratégique: Géopolitique de rapports de force dans le monde, Paris, A.Fayard, 1979, 223 pages.

4. CHALIAND, (G) Mythes révolutionnaires du tiers-monde: Guérillas et socialismes, Paris, A. Fayard, 1980, 309 pages.

5. DELAVEAU, (B), et SALIFOU, (A), Décolonisation et problèmes de l'Afrique indépendante, Paris, Edicef, 1983, 295 pages.

6. DUFFRY, Portugal in Africa, Paris, Pénguin, 1962, 178 pages.

7. ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS CORPUS 2, sous la direction de BAUMBERGER, Paris, Gallimard, 1990, 1562 pages.

8. GANIACHE, (J), et DESCHAMPS, (H), L'Afrique au XX^{ème} siècle, Paris, Sirey, 1966, 915 pages.

9. JOLLY, (J), Histoire du continent africain Tome II, Paris, l'harmattan, 1989, 412 pages.

10. KHAPOYA, (VB), La décolonisation de l'Afrique Australe et Corne de l'Afrique, Paris, Presses de l'Unesco, 1978, 314 pages

11. KI-ZERBO, (J), Histoire de l'Afrique noire: D'Hier à Demain, Paris, Hatier, 1978, 731 pages.

12. LORY, (G), Afrique Australe, Paris, Série monde, 1990, 265 pages.

13. MARIEL, (J), et ALII, Encyclopédie de la pléiade: Géographie régionale II, Paris, Gallimard, 1975, 1984 pages.

14. PELISSIER, (R), Le naufrage des caravelles: Etude sur la fin de l'empire portugais (1961-1975), Paris, E. Pélissier, 1979, 293 pages.

15. PORTUGAL: Faits et documents, sans éd., Lisbone, 1956, 189 pages.

16. ZARTMAN, (W), La résolution des conflits en Afrique, Paris, l'harmattan, Paris, 1990, 212 pages.

II. Les ouvrages spécialisés

1. CAHEN, Mozambique: La révolution implosée, Paris, l'harmattan, 1987, 67 pages.

2. SAMORA, (M), Le processus de la révolution démocratique populaire au Mozambique, Paris, l'harmattan, 1979, 114 pages.

3. CHONCOL-MARIA, (E), Guide bibliographique du Mozambique: Développement et organisation villageoise, Paris, l'harmattan, 1979, 135 pages.

4. MONDLANE, (E), Mozambique: De la colonisation portugaise à la libération nationale, Paris, l'harmattan, 252 pages.

5. VERSHUUR (C), et MARLUZA (C), Mozambique: Dix ans de solitude..., Paris, l'harmattan, 1986, 182 pages.

III. Documents officiels publiés

1. ACCORD D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU BURUNDI, Arusha, 28 août 2000, 178 pages.

2. CASQUES BLEUS: "Opération de maintien de la paix des Nations Unies", 3ème édition, Département de l'Information des Nations Unies, New-York, 1966, 512 pages.

3. DESTABILISATION SUD-AFRICAINE; Le coût économique de la résistance de première ligne à l'apartheid. Rapport de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, New-York, 1989, 20 pages.

4. DOUCET, (Y), Manuel d'information pour la transformation des conflits, International Alert, novembre 1985.

5. LIVRE BLEU DES NATIONS UNIES, Volume V, les Nations Unies et le Mozambique (1992-1995), New-York, 333 pages.

6. PICHON, Le drame rhodésien, Paris, l'harmattan, 1973, 90 pages.

7. RHODESIE: "Données perspectives de solution", sans éd., Janvier-mars 1980, 30 pages.

8. UNICEF, "Children on the front line", Children in Southen Africa. Estimations examinées dans les textes de la déstabilisation sud-africaine. S.l et S.d.

9. UNICEF, "Données nationales et estimations préliminaires du P.I.B EN 1988 en Afrique Australe". S.l et S.d.

IV. Articles de revues et de journaux

SIRADOU DIALLO, "Afrique Australe : Pour un compromis historique"; in Jeune Afrique, n° 1461 du 4 janvier 1989, Paris, pp 30-32.

TABLE DES MATIERES

Dédicace.....i
Avant-propos.....ii
Liste des sigles et abréviations.....iii
INTRODUCTION GENERALE.....1
L'objet d'étude.....2
Le cadre spatio-temporel.....3
Sources et problèmes rencontrés.....3
Plan de travail.....4
Qu'est ce qu'un conflit.....5
Quelques théories sur le conflit.....5

CHAP I: LA COLONISATION PORTUGAISE AU MOZAMBIQUE.....7

1.1 La théorie coloniale portugaise.....9
1.1.1 Le modèle de "coexistence pacifique".....9
1.1.2 Des thèses néo-darwinistes.....11

1.2 L'Etat avant l'indépendance.....12
1.2.1 L'organisation administrative.....13
1.2.2 L'organisation économique.....14
1.2.3 L'alliance Eglise-Etat colonial.....16

CHAP II: LE PROCESSUS DE LIBERATION MOZAMBICAINE.....18

2.1 Le climat politique au Mozambique à la veille de 1964.....19
2.1.1 La société coloniale.....19
2.1.2 L'indigénat et l'assimilation.....20

2.1.3 Travail forcé et discrimination raciale.....21
2.2 Naissance du mouvement nationaliste et ses conséquences.....23
2.2.1 Les débuts du nationalisme.....23
2.2.2 Soutiens extérieurs et révoltes de 1964.....24
2.2.3 Confrontation dans les zones libérées.....25
2.2.4 Naissance de l'hostilité tribale.....26
2.2.5 Acquisition de l'indépendance.....27

CHAP III: MOZAMBIQUE, UN CONFLIT GEOPOLITISE.....30

3.1 Evolution de la politique intérieure.....31
3.1.1 Structure de l'armée nationale et ses alliés.....32
3.1.2 Naissance de l'opposition et son appui extérieur.....32

3.2 De nouveaux rapports entre Etats.....33

3.3 La conséquence de ces rapports entre Etats.....34
3.3.1 Naissance de la ligne de front.....34
3.3.2 Le jeu de "bastion blanc".....35

3.4 Le problème rhodésien et ses répercussions.....36
3.4.1 Naissance des confrontations dans la sous-région.....37
3.4.2 Mozambique: Un pays de transit.....37
3.4.3 Les répercussions des sanctions sur le Mozambique.....37
3.4.4 La nouvelle politique Sud-africaine.....40

3.5 Guerre et terreur de l'Afrique du Sud dans la sous-région.....40

3.6 La montée en puissance de la Renamo.....46
3.6.1 Mozambique: Champ de confrontation des puissances.....46
3.6.2 La consolidation de l'opposition.....47
3.6.2.1 Guerre civile et politique d'agression de la R.S.A.....48
3.6.3 L'accord de N'Komati et son échec 50
3.6.4 La crise socio-politique.....54
3.6.5 L'idée d'une solution politique.....56

CHAP IV: LA RESOLUTION PACIFIQUE DU CONFLIT.....58

4.1 L'attitude des deux belligérants.....58

4.2 Le début des négociations.....59

4.3 L'accord de paix pour le Mozambique.....62
4.3.1 Protocole I: Les principes fondamentaux.....64
4.3.2 Protocole II: Critères et disposition pour la formation et la reconnaissance des partis politiques.....65
4.3.3 Protocole III: Principes de la loi électorale.....67
4.3.4 Protocole IV: L'analyse des questions militaires.....68
4.3.4.1 La restructuration des forces de police.....72
4.3.4.2 La réinsertion des éléments militaires démobilisés.....73
4.3.5 Protocole V: Les garanties.....74
4.3.6 Protocole VI: Le cessez-le-feu.....76
4.3.7 Protocole VII: La conférence des donateurs.....77

4.4 Mise en vigueur de l'accord.....79

4.5 Le plan des opérations de l'ONU.....79
4.6 Rencontres directes entre les deux présidents.....84

4.7 La résolution pacifique du conflit.....85
4.7.1 Evolution du processus de paix.....87
4.7.2 La campagne électorale.....88
4.7.3 L'appel au boycot par la RENAMO.....89
4.7.4 Le scrutin.....90

4.8 Le programme humanitaire.....93

CONCLUSION GENERALE.....96
BIBLIOGRAPHIE.....98
TABLE DES MATIERES.....102